



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1997/24  
20 février 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-troisième session  
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION  
AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU  
ETRANGERE OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Rapport sur la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen  
de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit  
des peuples à disposer d'eux-mêmes, présenté par le Rapporteur spécial,  
M. Enrique Bernales Ballesteros, conformément à la résolution 1995/5  
et à la décision 1996/113 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paraqraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction . . . . .	1 - 6	3
I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL . . . . .	7 - 24	4
A. Déroulement du programme d'activité . . . . .	7 - 14	4
B. Correspondance . . . . .	15 - 24	6
II. VISITE EN REPUBIQUE SUD-AFRICAINE . . . . .	25 - 68	12
A. Compte rendu de la visite . . . . .	25 - 55	12
B. Evaluation de la visite . . . . .	56 - 68	20

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
III. ACTIVITES MERCENAIRES . . . . .	69 - 111	24
A. Situation actuelle . . . . .	69 - 79	24
B. Législation internationale et évolution des activités mercenaires . . . . .	80 - 91	28
C. Remarques concernant une forme nouvelle de mercenariat . . . . .	92 - 111	31
IV. ETAT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES . . . . .	112 - 113	38
V. CONCLUSIONS . . . . .	114 - 123	38
VI. RECOMMANDATIONS . . . . .	124 - 130	41

### Introduction

1. Dans sa résolution 1995/5 du 17 février 1995, la Commission des droits de l'homme a notamment réaffirmé que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires devraient être considérés comme des infractions qui préoccupent très sérieusement tous les Etats. Elle a prié instamment tous les Etats d'interdire aux mercenaires de se servir d'une partie quelconque de leur territoire pour déstabiliser un Etat souverain et a invité tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de prendre rapidement des mesures pour ratifier la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, ou pour y adhérer. La Commission a décidé de proroger de trois ans le mandat du Rapporteur spécial et a demandé instamment à tous les Etats de prêter leur concours à ce dernier dans l'accomplissement de son mandat, notamment en lui fournissant des renseignements crédibles et dignes de foi.
2. Par sa décision 1995/254, du 25 juillet 1995, le Conseil économique et social a approuvé la décision de la Commission de proroger de trois ans le mandat du Rapporteur spécial et prié le Secrétaire général de fournir à ce dernier toute l'assistance nécessaire.
3. A sa cinquante-deuxième session, la Commission des droits de l'homme a décidé, sans procéder à un vote, que sauf indication contraire, tous les rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux, experts indépendants et groupes de travail chargés par la Commission de continuer à étudier un thème précis ou à examiner la situation dans un pays donné, devraient lui faire rapport à sa cinquante-troisième session (décision 1996/113).
4. A sa cinquante et unième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 51/83 par laquelle elle a notamment demandé instamment à tous les Etats de prendre les mesures nécessaires et de faire preuve d'une extrême vigilance face à la menace que constituent les activités des mercenaires ainsi que d'adopter les mesures législatives voulues pour empêcher que leur territoire et les autres territoires relevant de leur autorité, aussi bien que leurs nationaux, ne soient utilisés pour le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires, en vue d'activités visant à déstabiliser ou renverser le gouvernement d'un Etat, ou à menacer l'intégrité territoriale et l'unité politique d'Etats souverains, ou à encourager la sécession, ou à combattre les mouvements de libération nationale qui luttent contre la domination coloniale ou d'autres formes de domination ou d'occupation étrangères. Elle a demandé à tous les Etats qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires d'envisager de prendre les dispositions voulues pour le faire et les a instamment priés de coopérer avec le Rapporteur spécial pour l'accomplissement de son mandat.
5. L'Assemblée générale a réaffirmé que l'utilisation, le recrutement, le financement et l'instruction de mercenaires préoccupaient gravement tous les Etats et étaient contraires aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies; elle a prié le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat de s'employer à titre prioritaire à faire largement connaître les effets néfastes des activités des mercenaires sur le droit à l'autodétermination et, si besoin est, de fournir à leur demande des services

consultatifs aux Etats victimes de ces activités; elle a également prié le Rapporteur spécial de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport, contenant des recommandations concrètes, sur l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination.

6. En application de ces dispositions, le Rapporteur spécial a donc l'honneur de présenter pour examen à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur ses activités, en 1996, et en particulier sur la visite qu'il a effectuée en Afrique du Sud.

## I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL

### A. Déroulement du programme d'activité

7. Le Rapporteur spécial s'est rendu à Genève le 25 mars 1996 en vue de présenter son dix-septième rapport à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1996/27). Pendant son séjour à Genève, le Rapporteur spécial a tenu des consultations avec les représentants de plusieurs Etats et rencontré des membres d'organisations non gouvernementales.

8. Le Rapporteur spécial est retourné à Genève à trois reprises, du 28 au 31 mai 1996, du 29 juillet au 5 août 1996 et du 17 au 19 octobre 1996, pour participer à la troisième réunion des rapporteurs et représentants spéciaux, experts indépendants et présidents de groupes de travail de la Commission des droits de l'homme, tenir diverses consultations, avoir des entretiens et rédiger le présent rapport et, lors de son troisième séjour, pour préparer sa visite en Afrique du Sud.

9. Au cours de cette période, les entretiens qui ont eu lieu le 26 mars et le 31 juillet 1996 entre le Rapporteur spécial et S. E. M. Jacobs S. Selebi, Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, ont revêtu une importance particulière. Le Rapporteur spécial a rappelé que plusieurs rapports antérieurs avaient fait état des activités mercenaires en Afrique du Sud qui avaient eu pour objet de maintenir et de consolider le régime d'apartheid. Ce régime avait été démantelé et le pays s'était engagé sur la voie d'une démocratie moderne, pluripartite et multiraciale. Toutefois, le Rapporteur spécial avait récemment reçu des informations selon lesquelles une entreprise privée, Executive Outcomes, enregistrée à Pretoria comme société de services de sécurité, ainsi que ses sociétés affiliées, auraient envoyé, moyennant d'importants versements en espèces et en échange de concessions minières, des mercenaires en Angola et en Sierra Leone en exécution de contrats conclus avec le gouvernement de ces pays. Les dirigeants de ce conglomérat d'entreprises auraient des liens avec d'anciens membres du bataillon 32, qui s'est battu en Angola sous le nom de bataillon Buffalo, et d'anciens membres d'organisations paramilitaires racistes d'extrême droite en Afrique du Sud. Le Rapporteur spécial a manifesté le souhait de se rendre dans ce pays en mission spéciale pour y enquêter sur ces allégations.

10. L'ambassadeur Selebi a déclaré que son gouvernement était fermement opposé à toute utilisation de mercenaires, notamment en Afrique. On avait recours à cette pratique dans le contexte de conflits armés internes qui

continuaient malheureusement de sévir dans certains pays africains. La législation sud-africaine pénalisait de nombreux aspects des activités mercenaires, mais était difficile à appliquer lorsque l'essentiel de ces activités se déroulait en territoire étranger ou était autorisé par des gouvernements qui s'assuraient sous contrat les services d'organisations ayant probablement recours à des mercenaires. De nouveaux projets de loi étaient à l'étude. Quant à l'existence éventuelle d'une société ou d'un groupe de sociétés de services de sécurité enregistré en Afrique du Sud qui signerait des contrats avec des gouvernements étrangers, le Représentant permanent de l'Afrique du Sud a estimé que les gouvernements en question étaient seuls responsables du contenu desdits contrats. Il a ajouté qu'il ferait part à son gouvernement du désir du Rapporteur spécial de se rendre en Afrique du Sud. Par la suite, dans une lettre datée du 24 juin 1996, il a transmis au Rapporteur spécial une invitation officielle du Gouvernement à se rendre en Afrique du Sud (voir plus loin par. 18).

11. Le Rapporteur spécial a également rencontré le 27 mars 1996 l'ambassadeur Mustapha Bijedic, Représentant permanent de la République de Bosnie-Herzégovine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. A cette occasion, il a rappelé qu'il avait examiné les allégations faisant état de la présence de mercenaires sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le dixième rapport (A/47/412, annexe) qu'il avait présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session. A l'invitation de la République de Croatie et de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), il s'était rendu en mission officielle dans les deux pays en septembre 1994. Toutefois, il n'avait pu se rendre en Bosnie-Herzégovine, visite qu'il jugeait importante pour pouvoir examiner les allégations concernant la présence d'étrangers, de mercenaires, de volontaires et de combattants islamiques (moudjahidin) dans les conflits armés qu'a récemment connus le pays.

12. L'ambassadeur Bijedic a indiqué qu'aucun membre ou collaborateur des forces armées de son pays ne pouvait être qualifié de mercenaire. Il y a quelques années, le Ministère de la défense avait signalé la présence de certains étrangers, principalement des volontaires, qui s'étaient battus aux côtés du Ve corps d'armée, mais qui avaient depuis quitté le pays. Le Gouvernement était prêt à continuer de coopérer avec le Rapporteur spécial et examinerait la demande qu'il avait formulée d'effectuer une mission spéciale. Il a exprimé l'espoir que le Rapporteur spécial s'acquitterait de son mandat en s'efforçant de contribuer au renforcement des forces démocratiques qui luttent pour que soit préservé le caractère pluriethnique et multiculturel de la Bosnie-Herzégovine et pour que soient jugés et punis les criminels de guerre et les auteurs des actes de génocide commis contre le peuple de son pays.

13. Le Rapporteur spécial a séjourné en République sud-africaine, à l'invitation du gouvernement de ce pays, du 20 au 30 octobre 1996. Il est rendu compte de cette visite au chapitre II du présent rapport.

14. Le Rapporteur spécial s'est rendu à New York le 4 novembre 1996 pour présenter son rapport (A/51/392, annexe) à la Troisième Commission de l'Assemblée générale. Il est ensuite retourné à Genève du 7 au 13 janvier 1997 pour rédiger le présent rapport.

B. Correspondance

15. En réponse à une lettre du Rapporteur spécial en date du 12 novembre 1995, M. Nigel C.R. Williams, ambassadeur et Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a envoyé au Rapporteur spécial une lettre datée du 31 janvier 1996, dont le texte est reproduit ci-après :

"Vous avez demandé des précisions au sujet d'Executive Outcomes et de ses activités en Sierra Leone. Nous croyons comprendre qu'il s'agit d'une société de services de sécurité enregistrée à la fois au Royaume-Uni et en Afrique du Sud. Ses bureaux au Royaume-Uni sont situés à Alton (Hampshire). Branch Energy, société affiliée à Executive Outcomes, a été contactée pour l'exploitation de mines de diamants à Koiudu. Les autres sociétés affiliées sont notamment Heritage Oil and Gas, GJW Government relations, Capricorn Air et Ibis Airline. Executive Outcomes compte environ 150 employés en Sierra Leone mais rien ne permet de penser que ceux-ci se livrent à des activités visant à 'terroriser la population civile'.

Souhaitant une assistance et un entraînement pour son armée, le Gouvernement sierra-léonien a fait appel aux services d'Executive Outcomes. Nous constatons que, dans son rapport sur la Sierra Leone du 21 novembre, le Secrétaire général fait état de l'utilisation par le Gouvernement sierra-léonien de conseillers pour améliorer les techniques de combat de ses troupes, insuffler un esprit de discipline et améliorer le commandement et l'encadrement. Le contenu des contrats signés avec des sociétés étrangères est évidemment une question qui ne regarde que le Gouvernement sierra-léonien et les sociétés en question. Des troupes du Nigéria, de la Guinée et du Ghana sont également stationnées en Sierra Leone.

Le recrutement de mercenaires au Royaume-Uni n'est illégal que dans un très petit nombre de cas (par exemple, lorsque des citoyens britanniques s'engagent dans les forces d'un Etat étranger en guerre avec un autre Etat étranger qui est en paix avec le Royaume-Uni). Il a été envisagé d'adopter une loi pour donner effet à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires mais, d'un point de vue juridique, une telle loi serait très difficilement applicable."

16. En application de la résolution 50/138 de l'Assemblée générale, adoptée le 21 décembre 1995, le Rapporteur spécial a adressé, le 10 juin 1996, une communication à tous les Etats Membres de l'Organisation pour leur demander des informations sur les points suivants :

a) L'existence éventuelle d'activités de mercenaires qui auraient pu être menées récemment sur leur territoire (recrutement, financement, instruction, rassemblement, transit ou utilisation de mercenaires);

b) La participation en tant que mercenaires de nationaux de leur pays à des actes portant atteinte à la souveraineté d'autres Etats ou à l'exercice du droit d'autres peuples à l'autodétermination ainsi qu'à des violations des droits de l'homme;

c) L'existence éventuelle d'activités de mercenaires sur le territoire d'autres pays à partir desquels seraient commis des actes qui portent atteinte ou pourraient porter atteinte à la souveraineté de leur pays, et à l'exercice du droit de leur peuple à l'autodétermination;

d) La participation éventuelle de mercenaires à des actes condamnés par le droit international tels qu'attentats terroristes, constitution d'escadrons de la mort et appui à ces formations, traite et enlèvements d'êtres humains, trafic de drogue et d'armes et contrebande;

e) La législation interne actuellement en vigueur et les traités internationaux auxquels leur pays est partie, en ce qui concerne l'interdiction des activités de mercenaires et du recours à leurs services comme moyen de porter atteinte à la souveraineté d'autres Etats et d'empêcher l'exercice des droits des peuples à l'autodétermination. La position de leur gouvernement à l'égard de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1989 (résolution 44/34);

f) Les vues de leur gouvernement qui pourraient enrichir l'examen, à l'échelon international, de la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination;

g) L'existence de sociétés de services de sécurité qui offrent leurs services à des gouvernements pour intervenir dans des conflits armés internes avec le concours de militaires de métier devenus mercenaires, afin d'améliorer l'efficacité des forces gouvernementales en échange d'avantages pécuniaires et d'une participation aux investissements et à l'exploitation économique du pays.

17. En réponse à cette lettre, le Rapporteur spécial a reçu des informations émanant des Gouvernements de la République slovaque, de l'Ukraine et de l'Angola qui, en termes généraux, ont répondu au questionnaire, condamné de nouveau le recours aux services de mercenaires et fourni des informations supplémentaires sur leur législation nationale en la matière.

18. M. Jacobs S. Selebi, ambassadeur et Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a envoyé au Rapporteur spécial, le 24 juin 1996, une lettre dont le texte est le suivant :

"Me référant à votre lettre du 1er avril 1996 concernant la possibilité de votre visite en Afrique du Sud, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement sud-africain vous adresse par la présente une invitation à vous rendre dans le pays en votre qualité de Rapporteur spécial sur la question des mercenaires, à une date fixée d'un commun accord."

19. Le Rapporteur spécial a accepté cette invitation et, en coordination avec la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a fixé au 20 octobre 1996 le début de sa visite dans le pays. Le chapitre II du présent rapport rend compte de celle-ci.

20. Par une note verbale du 8 juillet 1996, la Mission permanente de la République slovaque auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu à la demande d'informations que lui avait adressée le Rapporteur spécial. Le texte de cette lettre est reproduit ci-après :

"Le système juridique de la République slovaque et la réglementation générale ayant force exécutoire n'autorisent pas la présence de formations mercenaires sur le territoire de la République slovaque ni les activités liées au fonctionnement de ce type de forces armées à l'étranger. Le premier alinéa du paragraphe 115 du Code pénal interdit aux citoyens de servir dans des forces armées étrangères : 'Tout citoyen de la République slovaque qui sert, sans y avoir été autorisé, dans les forces armées d'une puissance étrangère ou dans un corps armé étranger, sera condamné à une peine de prison de trois à huit ans'.

L'on entend par 'forces armées d'une puissance étrangère' une force armée régulière ou la Légion étrangère.

Aucune activité liée au recrutement dans des forces ou corps armés étrangers n'a été signalée sur le territoire de la République slovaque."

21. Par une note verbale du 16 juillet 1996, la Mission permanente de l'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu à une lettre du Rapporteur spécial datée du 18 mars 1996. Le texte de cette note verbale est reproduit ci-après :

"Il est exact que le Tribunal régional de Memmingen a condamné à perpétuité les deux personnes identifiées dans la note du 18 mars 1996 dans deux affaires de meurtre commis en complicité. Les sentences n'ont pas encore force exécutoire parce que les accusés ont introduit un pourvoi en cassation sur des points de droit.

Le Tribunal pénal (composé de cinq juges dont trois magistrats professionnels) a prononcé les condamnations en se fondant sur les éléments ci-après : au moment où les crimes ont été commis, les accusés Mrachacz et Simang étaient membres de l'unité 'Kasnizka Boijna', qui était placée sous le commandement de Mladen Naletilic, connu sous le nom de général Tuta (ci-après dénommé le général Tuta), Mrachacz depuis le début de 1992 et Simang depuis février 1993. Tuta avait vécu pendant plusieurs années en Allemagne en tant qu'exilé croate.

Mrachacz, qui était au départ un mercenaire, avait été promu au rang de 'capitaine' après avoir été blessé et avait perçu une solde de 500 deutsche mark. Sa tâche consistait à organiser le recrutement de nouveaux mercenaires qui étaient choisis en dernier ressort par le



général Tuta. Sinon, il n'était habilité à donner des ordres que dans la mesure où des membres de la troupe lui étaient confiés pour le maniement de certaines armes dans des cas précis.

Simang avait reçu au départ 80 deutsche mark par mois comme mercenaire, sa solde étant passée ultérieurement à 300 deutsche mark par mois. Mrachacz, qui parlait croate, se sentait plus proche de l'élément croate de la troupe; Simang en revanche se considérait comme le chef du groupe germanophone. En juin 1993, ce groupe comprenait aussi les ressortissants autrichiens Harald Stefan Trupp et, à partir du 10 août 1993, Wolfgang Niederreiter. Tous deux étaient en détention préventive en Autriche car ils étaient soupçonnés de complicité dans le crime dont fut victime Constantin Bieske, qui doit être jugé dans ce pays.

Mrachacz était à Sirokij-Brijek jusqu'au début de juin 1995. Ayant appris que les autorités croates et la police frontalière de Freilassing avaient engagé des poursuites contre lui, il avait décidé de se rendre aux autorités allemandes, car il savait qu'un mandat d'arrêt pour meurtre avait été délivré contre lui. Ayant annoncé son intention, il s'est rendu le 5 juillet 1995 de Split à Francfort où il a été arrêté et où il se trouve en détention préventive depuis lors, conformément au mandat d'arrêt délivré par le tribunal local de Neu-Ulm le 12 août 1994.

Simang avait quitté en mars 1994 la Bosnie pour l'Afrique du Sud où il avait été recruté comme mercenaire par un mouvement clandestin. Il a été arrêté dans ce pays parce qu'il était soupçonné de certains actes illicites et qu'il n'était pas muni d'un permis de séjour. Le 2 août 1994, il a été expulsé par avion en Allemagne après consultation avec les autorités allemandes chargées des poursuites pénales. Un mandat d'arrêt ayant été délivré par le tribunal local de Neu-Ulm le 14 juillet 1994, il a été arrêté à son arrivée à Francfort le 3 août 1994 et se trouve en détention préventive depuis lors.

Les deux affaires de meurtre concernent l'assassinat d'un Allemand d'une trentaine d'années qui s'était présenté à l'unité de mercenaires pour se faire engager et celui d'un autre mercenaire allemand. Les condamnations ont été prononcées essentiellement sur la base du témoignage de deux officiers de la police criminelle qui avaient escorté Simang en Allemagne avec le consentement des autorités sud-africaines. Au cours de ce voyage, Simang avait parlé de son plein gré et sans avoir été interrogé par les officiers de police qui étaient aisément identifiables. Il avait ensuite été interrogé par la police à Francfort-sur-le-Main. L'officier de la police criminelle du Bureau fédéral des affaires criminelles qui avait assisté à l'interrogatoire et le juge d'instruction qui avait mené l'interrogatoire ont également été entendus comme témoins lors du procès principal.

En ce qui concerne le premier assassinat, Mrachacz est passé aux aveux complets lors du procès principal au cours duquel Simang a lui aussi admis au moins avoir participé à l'assassinat. S'agissant du deuxième assassinat, les accusés ont nié leur participation ou ne sont pas passés à des aveux complets. Comme il existait d'autres éléments de

preuve, le tribunal les a également déclarés coupables de meurtre commis en complicité. Le tribunal a en outre établi que la culpabilité de Simang était particulièrement grave."

22. La Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a répondu à la demande d'information du Rapporteur spécial par une note verbale en date du 9 octobre 1996 qui était ainsi libellée :

"En vertu du droit pénal en vigueur en Ukraine, le mercenariat est une infraction pénale.

L'article 63-1 du Code pénal ukrainien dispose ce qui suit :

'Article 63-1 : Mercenariat

Le recrutement, le financement, l'entretien et l'instruction de mercenaires en vue d'avoir recours à leurs services dans des conflits armés qui se déroulent dans d'autres Etats, de renverser un gouvernement par la violence ou de violer l'intégrité territoriale d'un Etat, ainsi que leur utilisation, sont punis d'une peine privative de liberté d'une durée allant de 3 à 10 ans.

La participation, sans autorisation des autorités compétentes, à des conflits armés se déroulant dans d'autres pays, moyennant paiement ou autre gain personnel sera punie d'une peine privative de liberté d'une durée allant de 5 à 12 ans.'

En vertu de l'article 187-7 du Code pénal ukrainien, la participation de citoyens ukrainiens à des conflits armés se déroulant dans d'autres Etats est un délit :

'Article 187-7 : Participation à des conflits armés qui se déroulent dans d'autres Etats

La participation, sans autorisation des autorités compétentes, à des conflits armés qui se déroulent dans d'autres Etats, moyennant paiement ou autre gain personnel sera punie d'une peine privative de liberté d'une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans.'

L'Ukraine a pris des mesures pour prévenir le mercenariat. Ainsi, l'article 17.6.1 de la loi sur la nationalité ukrainienne dispose que celle-ci n'est pas accordée aux personnes qui se sont rendues coupables de crimes contre l'humanité ou de génocide ou qui ont perpétré des actes de violence contre l'Etat; l'article 21.1.1 stipule que sera déchue de la nationalité ukrainienne toute personne entrant dans l'armée, les services de sécurité ou la police sans l'accord des autorités ukrainiennes."

23. Par une lettre datée du 25 novembre 1996 adressée au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, M. Adriano Parreira, le Représentant permanent de l'Angola auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a fait savoir ce qui suit :

"Au nom du Gouvernement d'Angola, je présente mes compliments au Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour les droits de l'homme, et j'ai l'honneur de répondre à votre lettre réf. No : G/SO 214 (18-13) datée du 10 juin 1996, par laquelle vous me faites parvenir la lettre du Rapporteur spécial, M. Enrique Bernales Ballesteros.

J'ai l'honneur de vous informer, M. le Sous-Secrétaire général des Nations Unies, qu'en Angola, en ce qui concerne le Gouvernement, la question des mercenaires ne se pose plus. En ce qui concerne l'UNITA, c'est à UNAVEM III de contrôler et de vous confirmer quelle est la situation."

24. Alors qu'il se trouvait à Genève pour rédiger le présent rapport, le Rapporteur spécial a reçu des informations indiquant que plus de 300 mercenaires européens (principalement français et serbes) et africains combattaient aux côtés des forces armées zaïroises dans le conflit armé qui oppose ces dernières à la guérilla des Banyamulengues, sécessionnistes de l'ethnie tutsi qui contrôlent une partie de l'est du Zaïre. Le Rapporteur spécial a donc, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre, M. Roberto Garretón Merino, envoyé d'urgence le 9 janvier 1996 un message au Ministre des affaires extérieures du Zaïre. Au moment de la finalisation du présent rapport, aucune réponse n'avait été reçue des autorités zaïroises. Le texte du message des deux Rapporteurs spéciaux était le suivant :

"Nous avons l'honneur de vous adresser le présent message en notre qualité de rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Zaïre et de rapporteur spécial sur la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

A ce propos, nous aimerions attirer votre attention sur des renseignements dont nous avons eu connaissance concernant la présence et la participation dans le conflit armé dans l'est du Zaïre de mercenaires étrangers aux côtés des troupes régulières zaïroises. Selon les informations inquiétantes que nous avons reçues de plusieurs sources, en effet, plusieurs centaines de mercenaires européens et africains seraient actuellement présents à l'est du Zaïre, en particulier à Kisangani, pour aider l'armée zaïroise à préparer et lancer une contre-offensive contre les rebelles.

Sans vouloir à ce stade nous prononcer sur les informations qui ont été portées à notre connaissance, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire parvenir à votre plus proche convenance tout renseignement précis de la part de votre Gouvernement concernant l'exactitude ou non de la présence de mercenaires aux côtés de l'armée zaïroise."

## II. VISITE EN REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

### A. Compte rendu de la visite

25. Le Rapporteur spécial rend compte dans le présent chapitre de la visite qu'il a effectuée en République sud-africaine du 20 au 30 octobre 1996, à l'invitation du Gouvernement de ce pays. Il tient à exprimer sa reconnaissance aux autorités sud-africaines, en particulier aux responsables et fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères qui ont mis à sa disposition tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de son mandat et au succès de sa visite.

26. Les paragraphes ci-après résument les principaux entretiens que le Rapporteur spécial a eus avec les autorités sud-africaines. Pour des raisons de brièveté, il n'est pas rendu compte de certains d'entre eux. Le Rapporteur spécial s'est en outre entretenu avec les représentants des organisations non gouvernementales suivantes qu'il remercie également du concours qu'elles lui ont apporté : Black Lawyers Association; Ceasefire Campaign; Centre for Conflict Resolution (associé à l'Université de Cape Town); Centre for South African Studies (Université du Cap occidental); Institute for Defence Policy (IDP); Lawyers for Human Rights; National Association of Democratic Lawyers (NADEL) et le Département des affaires sociales de l'Université de Wits.

27. Le 25 octobre 1996, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec M. Eeben Barlow, président d'Executive Outcomes (PTY) Ltd., ainsi qu'avec M. Nico Palm, responsable des finances de cette société (voir ci-dessous les paragraphes 50 à 55).

#### 1. Entretien avec le Vice-Ministre des affaires étrangères

28. Le Rapporteur spécial s'est entretenu avec M. Aziz Pahad, vice-ministre des affaires étrangères, le 23 octobre 1996. Celui-ci a déclaré que le Gouvernement sud-africain condamnait énergiquement l'utilisation, l'instruction, le financement et le recrutement de mercenaires où que ce soit, et particulièrement en Afrique. Mais, paradoxalement sur ce continent qui avait tant souffert de la présence de mercenaires par le passé, il y avait aujourd'hui des gouvernements qui les recrutaient et les payaient pour leur prêter main-forte dans des conflits armés. Le Gouvernement sud-africain abordait ce problème avec les gouvernements concernés par la voie diplomatique au niveau bilatéral et dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au niveau régional. Les gouvernements en question niaient toutefois recruter des mercenaires ou justifiaient le recrutement et le financement d'étrangers en invoquant des raisons d'Etat ou d'intérêt national.

29. M. Pahad a indiqué qu'au niveau national son gouvernement élaborait actuellement un avant-projet de loi pour réglementer les activités des sociétés privées de sécurité qui fournissaient une assistance militaire et des services à l'étranger. La rédaction de ce texte exigeait toutefois un soin extrême si l'on voulait éviter des exceptions d'inconstitutionnalité. La nouvelle Constitution sud-africaine veillait tout particulièrement à la protection et à la promotion des droits de l'homme et des libertés

fondamentales. Ainsi, toute restriction à la délivrance de passeports ou au droit de quitter le pays et d'y revenir ferait immédiatement l'objet d'une action en inconstitutionnalité devant la Cour constitutionnelle.

30. Le Vice-Ministre a ajouté que l'existence de sociétés privées de sécurité dans d'autres pays s'expliquait par un vide en matière de sécurité, séquelle des conflits armés dont ils avaient été victimes, et même de leur cessation. Les démobilisés des diverses forces belligérantes se comptaient par centaines de milliers et pour la plupart ne savaient faire que la guerre. Ils constituaient donc sans aucun doute une source potentielle de déstabilisation. Certains d'entre eux étaient experts dans le maniement d'armes sophistiquées.

31. Pour le Rapporteur spécial, il était paradoxal que tant d'argent soit entré en Afrique pour doter les belligérants de ce continent d'armes sophistiquées et que l'argent manque aujourd'hui pour former et entraîner les forces de sécurité et la police de certains pays. Peut-être la présence de mercenaires en Afrique était-elle en partie le résultat d'une certaine négligence de la communauté internationale qui ne s'était pas préoccupée de la solution à apporter aux problèmes entraînés par les conflits armés.

2. Entretien avec M. Vusi Pikoli, conseiller spécial  
du Ministre de la justice

32. Le 22 octobre 1996, le Rapporteur spécial s'est entretenu avec M. Vusi Pikoli, conseiller spécial du Ministre de la justice, ce dernier se trouvant alors à New York. M. Pikoli a déclaré que le problème des mercenaires et des activités mercenaires avait une dimension internationale et qu'il devait être résolu aux niveaux mondial et régional comme au niveau national. En ce qui concernait ce dernier, il a souligné que l'article 121A de la loi relative à la défense de 1957 (loi No 44 de 1957) faisait interdiction aux membres des Forces de défense sud-africaines et de la réserve ainsi qu'aux membres auxiliaires de ces forces de devenir mercenaires ou de fournir des services de mercenaires. Il a ajouté qu'un avant-projet de loi était en cours d'élaboration, lequel élargirait cette interdiction à tous les citoyens sud-africains. Serait en outre interdite la fourniture de tout service d'assistance militaire en dehors du pays, sans l'autorisation préalable du Gouvernement ou du moins du Ministère de la défense.

33. M. Pikoli a ajouté que ce texte était élaboré par le Ministère de la justice, en collaboration avec les Ministères des affaires étrangères et de la défense. Des problèmes de définition se posaient toutefois au sujet du sens à donner aux termes "services d'assistance militaire". Le Ministère de la défense s'occupait de la question, en consultation avec le Ministère de la justice, l'absence de définition précise de cette notion pouvant rendre le texte inapplicable, une fois approuvé.

3. Entretien avec le Directeur de la Commission

Vérité et Réconciliation

34. Le Rapporteur spécial s'est entretenu le 21 octobre 1996 avec M. Biki S.V. Minyuku, Directeur de la Commission Vérité et Réconciliation.

Ce dernier a indiqué quels étaient les objectifs et les activités de la Commission ainsi que ce qui la rapprochait et la différenciait des commissions créées au Chili et en El Salvador et de celle qui devait être constituée prochainement au Guatemala. Elle travaillait à ce que les victimes de violations de droits de l'homme commises pendant la période 1960-1993 puissent exercer leur droit de connaître la vérité, tout en oeuvrant à la réconciliation. A cet effet, la Commission tenait des audiences publiques depuis avril 1996 avec des victimes et des témoins de violations de droits de l'homme et, depuis octobre 1996, elle entendait les responsables présumés de ces actes. Elle avait pour objectif principal de promouvoir l'unité et la réconciliation nationale en faisant connaître les violations des droits de l'homme commises depuis le 1er mars 1960 et en en amnistiant les auteurs, à condition qu'ils s'en expliquent avec une franchise totale et fournissent à leur sujet des informations concrètes et détaillées. En outre, elle recommandait que des mesures de dédommagement soient prises en faveur des victimes, contribuait à leur rendre leur dignité en leur donnant le droit de s'exprimer en audience publique et se proposait de formuler des recommandations de caractère général pour prévenir de nouvelles violations des droits de l'homme.

35. M. Minyuku a affirmé qu'à sa connaissance aucun mercenaire de nationalité sud-africaine ou étrangère résidant en Afrique du Sud n'avait comparu devant la Commission, ne s'était exprimé devant elle ni n'avait demandé l'amnistie, ce qu'avaient fait en revanche d'anciens membres de la police sud-africaine (SAP).

#### 4. Entretien avec de hauts fonctionnaires du Ministère de la sécurité

36. Le 25 octobre 1996, le Rapporteur spécial a rencontré un groupe de hauts fonctionnaires et conseillers du Ministère de la sécurité à Pretoria. En réponse à ses questions, ces derniers ont déclaré que l'augmentation du nombre de sociétés privées de services de sécurité s'expliquait en partie par l'insuffisance des effectifs de la police par rapport à la population, phénomène qui était dû à des raisons économiques. Les secteurs socio-économiques qui en avaient les moyens étaient donc amenés à recourir à des services privés de sécurité. La deuxième loi portant modification du Code pénal (loi No 126 de 1992), adoptée en 1992 avant la promulgation de la nouvelle Constitution, la loi de 1987 relative aux membres des forces de sécurité et la National Keypoints Act (loi 102 de 1980) contenaient des dispositions applicables aux sociétés de services de sécurité qui opéraient en Afrique du Sud. Ainsi, il leur était interdit d'utiliser certaines armes à feu et des explosifs et de former leur personnel à certaines opérations de caractère militaire ou paramilitaire, pour ne citer que ces exemples.

37. Les sociétés de services de sécurité opérant en dehors de l'Afrique du Sud représentaient un autre cas de figure et il était beaucoup plus difficile d'en réglementer les activités parce que l'on ne savait pas exactement ce qu'elles faisaient à l'étranger et que leurs opérations manquaient généralement de transparence et se déroulaient en plusieurs phases dans des pays différents. Il s'agissait avant tout d'éviter que le territoire

de l'Afrique du Sud ne puisse servir au recrutement, à l'instruction ou au financement de mercenaires. Aussi le Ministère de la justice élaborait-il en ce moment un avant-projet de loi, en consultation avec les Ministères des affaires étrangères et de la défense.

5. Entretien avec des membres de l'état major  
des services de renseignement

38. Le Rapporteur spécial s'est entretenu le 24 octobre 1996 avec le général de division Coetzee et le colonel Nolan, membres de l'état major des services de renseignement des Forces de défense sud-africaines, auxquels il a demandé des informations sur les sociétés internationales de services de sécurité enregistrées en Afrique du Sud. Le général de division Coetzee a fait observer que la création de sociétés de cette nature s'expliquait par l'existence d'une demande dans bien des pays instables ou potentiellement instables où les forces armées et la police n'étaient pas en mesure de garantir la sécurité, non plus que celle des infrastructures et des installations, ni l'ordre public. Certains pays d'Afrique centrale et australe se trouvaient dans cette situation. Les sociétés de sécurité en question avaient l'expérience et les connaissances nécessaires pour satisfaire cette demande.

39. Toutefois, le phénomène ne se limitait pas à l'Afrique. La société Executive Outcomes était bien enregistrée à Pretoria, mais sa société mère, Strategic Resource Corporation (SRC), était également enregistrée à Londres. Aux Etats-Unis d'Amérique, en France et en Grande-Bretagne opéraient respectivement les sociétés Military Professional Resource Institute, dont au moins 7 généraux à la retraite et 140 ex-officiers faisaient partie, Cofras et British Defense Systems Ltd. (DSL). Ces sociétés pouvaient mener normalement leurs activités en raison de vides juridiques et d'imprécisions des réglementations internationales et nationales. Jusqu'à présent, elles avaient toujours opéré pour le compte de gouvernements étrangers et sous contrat mais pouvaient devenir une menace réelle si elles décidaient de se mettre au service de mouvements armés d'opposition visant à déstabiliser des gouvernements.

40. En entraînant les forces armées et de sécurité gouvernementales, ces sociétés permettaient d'augmenter la sécurité et la stabilité d'un pays et, partant, d'en favoriser le développement économique. Une fois ce pays stabilisé, les possibilités qu'elles avaient de gagner de l'argent étaient énormes. Leurs services étaient également exploités par des gouvernements qui ne voulaient pas utiliser leurs forces armées et de sécurité contre leurs propres citoyens pour ne pas nuire à leur image ou provoquer davantage l'opposition.

41. Jusqu'à présent, rien ne prouvait que les sociétés de ce type aient violé les lois sud-africaines. Elles posaient pourtant deux types de problèmes : le premier, parce qu'elles cherchaient à recruter des membres en activité des forces armées sud-africaines auxquels elles offraient un salaire cinq fois plus élevé que celui qu'ils touchaient - il ne fallait pas oublier, par exemple, que la formation d'un pilote de l'armée de l'air durait de 8 à 10 ans -, le second, parce qu'elles pouvaient avoir accès à des informations confidentielles, aux manuels d'instruction ou au matériel des

forces armées. Leur présence dans d'autres pays pouvait également créer la confusion avec les activités qu'y menaient officiellement des organismes rattachés aux forces armées ou au Gouvernement sud-africains.

6. Réunion avec le Directeur général adjoint du bureau  
du Procureur général de Pretoria

42. Le Rapporteur spécial a eu une réunion le 25 octobre 1996 avec le Directeur général adjoint du bureau du Procureur général de Pretoria, M. B.J. Bredenkamp et son conseiller, M. J.I. Welch, qui l'ont informé que le Procureur général, M. D'Oliviera, était en voyage à l'étranger. Le Rapporteur spécial a demandé quelles dispositions législatives régissaient les sociétés de services de sécurité internationale enregistrées à Pretoria. M. Bredenkamp a répondu qu'une seule société de cette nature était enregistrée à Pretoria : Executive Outcomes. Elle était enregistrée en qualité de société de conseils en sécurité et d'assistance technique à l'étranger, ce qui était en principe parfaitement légal. Cette société avait fait l'objet d'une enquête en 1994 et le bureau du Procureur général n'ouvrirait une nouvelle enquête que s'il existait des indices portant à croire que son personnel se livrait à des activités illégales. Etant donné que la société réalisait ses activités à l'étranger, il était difficile de mener une enquête. En outre, la législation sud-africaine était restrictive en ce qui concerne la reconnaissance des preuves obtenues à l'étranger. Ainsi un témoignage recueilli à l'étranger n'a aucune valeur en Afrique du Sud : le témoin doit impérativement se rendre en Afrique du Sud pour faire sa déposition.

43. M. Welch a ajouté que l'article 121 A de la loi de 1957 relative à la défense (loi No 44 de 1957) contenait une disposition relative à l'interdiction des activités mercenaires puisqu'elle interdit aux membres des forces de défense sud-africaines, aux réservistes ou aux membres auxiliaires de servir comme mercenaires ou de prêter des services comme mercenaires. La loi est silencieuse en ce qui concerne les membres de la police sud-africaine ou les citoyens sud-africains en général. Par ailleurs, il a rappelé que l'Afrique du Sud n'était partie à aucun instrument international concernant les mercenaires. Un membre de la force de défense sud-africaine qui serait reconnu coupable d'avoir servi ou d'avoir prêté des services en tant que mercenaire serait condamné, conformément à la loi de 1957 relative à la défense, à une peine maximale de deux ans d'emprisonnement éventuellement assortie d'une amende ne dépassant pas 5 000 rand, ou à l'amende seule.

7. Réunion avec le Ministre des eaux et forêts et Président  
de la Commission de contrôle des armes

44. Le 25 octobre 1996, le Rapporteur spécial a rencontré le Ministre des eaux et forêts, également Président de la Commission de contrôle des armes, M. Kader Asmal, qui lui a appris que le Gouvernement sud-africain avait entrepris l'élaboration d'un avant-projet de loi portant réglementation des sociétés de services de sécurité internationale enregistrées en Afrique du Sud. M. Asmal, très versé dans la question des activités des mercenaires et ayant étudié l'article 47 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux, a souligné les ambiguïtés et les lacunes dont souffre la définition du mercenaire donnée dans ce protocole ainsi que dans la Convention



internationale de 1989 contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires et dans la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique. A son avis, vouloir supprimer totalement le phénomène et simplement proscrire ou interdire la prestation de services de sécurité au plan international serait aussi inefficace qu'inutile. Ce qu'il faut faire c'est réglementer la prestation et l'exportation de services de cette nature et les soumettre à l'approbation préalable de l'Etat, comme c'est le cas pour les ventes d'armes à l'étranger. Avant d'entreprendre une intervention à l'étranger ou de passer un contrat avec un gouvernement étranger, les sociétés de services de sécurité enregistrées en Afrique du Sud seraient tenues de demander l'aval du Gouvernement. Toute exportation de services de sécurité, de services à caractère militaire ou de services de renseignement serait soumise à approbation préalable comme c'est actuellement le cas pour l'exportation d'armes. Cette approbation ne serait donnée que sous réserve d'un ensemble de conditions impératives; par exemple, les sociétés n'auraient pas le droit de travailler pour un pays en situation de guerre civile ou pour un gouvernement qui ne soit pas démocratique. La société qui assurerait des services de sécurité, des services à caractère militaire ou des services de renseignement sans avoir obtenu l'autorisation préalable des autorités serait passible de poursuites judiciaires.

45. M. Asmal a ajouté que la formule de l'autorisation préalable avait donné de bons résultats dans le domaine de l'exportation d'armes et était en tout cas une meilleure solution que le vide juridique actuel. La législation sud-africaine proposée pourrait être le point de départ d'une nouvelle réglementation régionale pour l'Afrique. Au niveau international, il faudrait rechercher des solutions à un certain nombre de problèmes d'ordre technique et législatif concernant les mercenaires, en commençant par revoir la définition actuelle, trop limitée.

8. Réunion avec le Directeur général adjoint des affaires multilatérales du Ministère des affaires étrangères

46. Le 26 octobre 1996, le Rapporteur spécial a eu un entretien avec le Directeur général adjoint des affaires multilatérales du Ministère des affaires extérieures, M. Abdul S. Minty, qui a indiqué que le Gouvernement sud-africain prenait des mesures pour s'attaquer aux problèmes des activités de mercenaires, des nouvelles sociétés qui offrent des services de sécurité au niveau international et du commerce et du trafic d'armes de petit calibre.

47. Les actions visant à s'occuper de ces problèmes, étroitement liés entre eux, sont menées à l'intérieur des frontières comme au plan régional et international. M. Abdul Minty a rappelé que le Ministère des affaires extérieures, le Ministère de la défense et le Ministère de la justice avaient entrepris l'examen d'un avant-projet de loi qui devait réglementer la question de la prestation internationale de services de sécurité par des sociétés privées. Il fallait toutefois veiller tout particulièrement à éviter toute incompatibilité avec les dispositions de la Constitution de la République, qui étaient assez libérales en ce qui concernait la protection des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des libertés individuelles, y compris la liberté d'association et de création d'entreprises. Au plan législatif, on avait donc entrepris d'étudier les législations étrangères dont la législation nationale pourrait s'inspirer, en particulier la législation australienne,

mais tout en ayant conscience qu'il fallait toujours tenir compte du cadre constitutionnel sud-africain. M. Abdul Minty a évoqué, au niveau régional, la déclaration du Commonwealth adoptée à Harare et les démarches entreprises par le Gouvernement sud-africain au niveau régional - à l'Organisation de l'unité africaine - et au niveau du Commonwealth britannique.

48. Ces démarches visaient à élaborer un instrument juridique permettant de réglementer ce nouveau phénomène de la prestation des services de sécurité internationale par des entreprises privées et à prévenir tout risque de déstabilisation politique qu'il pourrait représenter. Sur le plan bilatéral, des pourparlers avaient été engagés avec des représentants du Gouvernement angolais et du Gouvernement sierra-léonien au sujet des contrats passés avec une société de services de sécurité enregistrée en Afrique du Sud. Le Gouvernement sierra-léonien avait récemment reconduit le contrat avec cette société. Il fallait s'attaquer au problème par la coopération régionale. Le travail législatif interne, en Afrique du Sud, était certes important mais ne suffisait pas. Il fallait une action concertée entre les gouvernements de tous les pays de la région. Dans ce contexte, l'assistance technique que pouvaient apporter les organisations internationales était bienvenue, en particulier en ce qui concernait les questions d'ordre technique liées à la définition du mercenaire figurant dans les instruments internationaux et à la reprise de cette définition dans les législations nationales.

49. D'après lui, dans les circonstances actuelles, le mandat du Rapporteur spécial était particulièrement important et opportun pour faire avancer l'étude de ce nouveau phénomène et pour proposer des moyens possibles de l'aborder. Le Gouvernement sud-africain continuerait de travailler aux niveaux national et régional à l'élaboration de normes permettant de réglementer et de contrôler ce nouveau phénomène.

9. Entretien avec les cadres dirigeants de la société Executive Outcomes (PTY) Ltd.

50. Etant donné les plaintes provenant de divers horizons qu'il avait reçues, le Rapporteur spécial a demandé une entrevue aux cadres dirigeants de la société Executive Outcomes (PTY) Ltd. Le 25 octobre 1996, il a été reçu par MM. Eben Barlow et Nico Palm, respectivement président et directeur financier de l'entreprise. M. Barlow a indiqué que la société avait été fondée en 1989 et était enregistrée officiellement à Pretoria comme société de services de sécurité. Elle faisait toutefois partie d'une société holding, la Strategic Resource Corporation (SRC), qui regroupait des entreprises ayant divers buts sociaux et était spécialisée dans la prestation de services économiques. Toutes les activités de cette société étaient parfaitement légales, a affirmé le Président. Executive Outcomes ne passait de contrat qu'avec des gouvernements légitimement constitués ou légalement établis et s'abstenait d'en passer avec des mouvements armés d'opposition et des groupes rebelles ou insurgés.

51. Executive Outcomes avait conclu ses premiers contrats avec le Gouvernement sud-africain en vue d'assurer l'instruction militaire des membres de l'armée, puis avec la compagnie pétrolière semi-publique angolaise Sonangol, afin de protéger les puits de pétrole. En juillet 1993, le haut commandement des forces armées angolaises avait demandé à Executive Outcomes

des services d'instruction militaire pour ses troupes. La société avait signé le contrat parce qu'il s'agissait des forces armées d'un gouvernement légitimement porté au pouvoir par les élections organisées en 1992. Elle avait toutefois subi de nombreuses pressions de groupes et d'individus qui voulaient la voir quitter l'Angola et le dernier instructeur militaire de la société était parti le 14 janvier 1996. Si les hommes de la société avaient dû tirer une fois ou l'autre, c'était pour se défendre parce qu'ils étaient attaqués. D'autres entreprises de la société holding continuaient d'être présentes dans le pays mais elles s'occupaient d'activités exclusivement économiques. Un an après l'entrée d'Executive Outcomes en Angola, en 1994, les forces armées angolaises avaient repris le contrôle d'une grande partie du territoire, selon M. Barlow. La société avait assuré la formation de 159 "instructeurs d'instructeurs" angolais qui avaient été spécialement entraînés à la détection de mines. La victoire des forces du Gouvernement angolais avait marqué la fin de toutes sortes de trafics illicites dans le pays, comme le trafic d'ivoire, de diamants, d'armes et de munitions, etc. Executive Outcomes s'était fait ainsi un grand nombre de nouveaux ennemis, surtout parmi les marchands d'armes, qui avaient intérêt à ce que les guerres continuent.

52. M. Barlow a ajouté que la société avait ensuite été pressentie par le Gouvernement sierra-léonien pour assurer la formation de l'armée. Executive Outcomes avait accepté à la condition que le gouvernement engage des pourparlers avec l'opposition armée en vue de rétablir la paix et, une fois cet objectif atteint, que des élections démocratiques soient organisées. En réponse à une question du Rapporteur spécial, il a reconnu que ses hommes avaient participé à une opération militaire en Sierra Leone mais, a-t-il précisé, que c'était à la demande d'organisations humanitaires qui voulaient être sûres que l'aide alimentaire arrive dans l'intérieur du pays. Les accusations selon lesquelles ils avaient obtenu des concessions minières en échange de leur présence en Sierra Leone étaient absurdes : la mine était un investissement à long terme qui exigeait des capitaux très importants que la société ne possédait pas, de même qu'elle n'avait aucune connaissance dans le domaine de l'exploitation minière, d'après M. Barlow.

53. M. Barlow a indiqué également que lors des négociations de paix en Sierra Leone, l'opposition armée avait demandé le départ d'Executive Outcomes. A cette demande s'étaient ajoutées les fortes pressions de divers secteurs, notamment des groupes de pression de marchands d'armes, des services du renseignement non africains et même sud-africains, des sociétés étrangères pour qui Executive Outcomes était une concurrente redoutable et de toutes sortes de trafiquants agissant dans l'illégalité. Au sein même du Gouvernement sud-africain, certains éléments au Ministère de la défense et au Ministère des affaires étrangères faisaient constamment pression sur la société. Devant cette situation, la société avait proposé au Gouvernement sierra-léonien de diminuer sa présence dans le pays de 50 %. Le Gouvernement n'avait accepté qu'une réduction de 30 %. Toutefois la société était prête à quitter le pays si le Gouvernement le lui demandait.

54. M. Barlow a ajouté qu'à ce jour Strategic Resource Corporation avait reçu des demandes de services de 34 gouvernements, notamment de certains pays d'Asie centrale, et d'un mouvement armé d'opposition. Elle avait opposé une fin de non-recevoir à celui-ci, conformément à ses critères. Executive Outcomes avait besoin de 12 mois pour former une armée et la rendre

opérationnelle et efficace au combat. M. Barlow a ajouté que sa société ne vendait pas d'armes et n'en fournissait pas : elle formait à l'utilisation du matériel qui se trouvait sur place. Les autres entreprises de la société holding étaient prestataires de divers services, notamment dans le domaine médical et pharmaceutique, dans le domaine de la construction et de l'équipement d'établissements hospitaliers, de l'épuration et du traitement de l'eau, des transports, etc. En ce qui concernait Executive Outcomes, tout l'appui logistique de la société était mis à la disposition des populations du pays dans lequel elle opérait. La société exécutait également des projets d'aide au développement et des activités humanitaires.

55. A ce sujet, le Président a remis au Rapporteur spécial une photocopie d'un certificat délivré par l'association sierra-léonienne "Children Associated with the War", en reconnaissance de l'action d'Executive Outcomes en faveur des enfants victimes de la guerre. Le Rapporteur spécial a demandé enfin à M. Barlow ce qu'il pensait de l'étiquette de mercenaires qui leur était donnée, à lui-même, à ses salariés et à sa société. M. Barlow a répondu qu'en aucune manière ses hommes ne se considéraient comme des mercenaires : "Nous nous voyons bien plus comme des soldats et comme des Africains, qui portons secours à d'autres Africains", a-t-il répondu. Enfin, il a remis au Rapporteur spécial d'autres documents de caractère publicitaire sur les activités de la société.

#### B. Evaluation de la visite

56. Avant de traiter des questions précises qu'il devait étudier dans le cadre de son mandat, le Rapporteur spécial tient à évoquer le contexte politique et socio-économique dans lequel s'est déroulée sa visite. Les nombreux entretiens que le Rapporteur spécial a eus pendant son séjour en Afrique du Sud avec des représentants d'autorités politiques et judiciaires, des fonctionnaires et des militaires comme avec des intellectuels, des spécialistes de l'histoire et de l'analyse politique de l'Afrique du Sud, des membres d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, des avocats, des chefs d'entreprises, des journalistes et des citoyens anonymes au Cap, à Pretoria et à Johannesburg, lui ont été très utiles pour se faire une idée précise du processus actuel d'édification d'une solide démocratie multiraciale en Afrique du Sud, pour voir l'importance attachée à la légalité, à la primauté du droit, aux libertés politiques et économiques et à l'action entreprise pour parvenir à une réconciliation nationale marquant pour l'Afrique du Sud le début d'une ère de stabilité politique et de développement durable. Le Rapporteur spécial a également pu entendre directement le jugement que le peuple sud-africain porte sur l'époque du régime de l'apartheid, et il a pu apprécier combien l'Afrique du Sud avait une conscience collective de son identité africaine et des responsabilités découlant de son appartenance à ce continent.

57. Il faut souligner que cela ne fait pas très longtemps que, après de longues années de lutte, la population sud-africaine a enfin réussi à en finir avec l'odieux régime d'apartheid, à éliminer tous les vestiges de la ségrégation raciale et à édifier une démocratie multiraciale, juste, sereine et progressiste. Le président Nelson Mandela incarne à juste titre l'unité

nationale, la promesse d'une démocratie permettant à chaque Sud-Africain d'exercer librement ses droits et d'accéder à un bien-être qui était jusqu'à une date récente réservé à la minorité blanche.

58. Il faut signaler une autre constatation importante : les longues années de lutte contre le régime d'apartheid, sous la conduite de l'African National Congress, n'ont pas alimenté chez le gouvernement de ce front politique des sentiments de revanche à l'égard des autorités du régime précédent. Le climat politique de l'Afrique du Sud est détendu, aucun secteur de l'opinion n'est victime de persécution; les règles en vigueur sont celles d'un Etat régi par le droit, où des institutions telles que le Parlement et l'autorité judiciaire sont respectées et dont l'une des préoccupations centrales est de se doter d'un arsenal juridique solide - en commençant par la nouvelle Constitution - permettant de faire de la démocratie un système stable, apprécié de tous et ayant les moyens de faire de l'Afrique du Sud un pays modèle.

59. Dans cette perspective - et la diversité des entretiens en témoigne - l'Afrique du Sud d'aujourd'hui se distingue par sa stabilité politique et par un effort raisonnable de la part des secteurs politiques et ethniques pour s'intégrer et se reconnaître dans une démocratie multiraciale. La recherche de consensus et une volonté raisonnée de connaître la vérité et de faire justice sans tomber dans des extrêmes qui pourraient être interprétés comme une persécution aveugle contre un secteur de la population sont ce qui caractérise les travaux de la Commission Vérité et Réconciliation, conçue comme un pont jeté entre un passé fait de divisions raciales, de conflits, de souffrances et d'injustices et un avenir reposant sur le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique et le développement, où tous les Sud-Africains auront les mêmes chances de progrès et de respect sans distinction tenant à la couleur, à la race, à la classe, à la condition sociale ni au sexe.

60. Tous ces aspects positifs ne signifient pas qu'aucun problème ne se pose. Il existe un rapport direct entre la politique et la réalité sociale et économique d'un pays. Le Rapporteur spécial insiste sur la nécessité d'observer ces éléments, qui peuvent être essentiels au maintien de la démocratie, et aussi pour que les secteurs qui ne croient pas dans cette démocratie puissent la mettre en cause. A ce sujet, il faut évoquer une situation complexe qui exigera de la société et du Gouvernement sud-africains un effort particulier. Le Rapporteur spécial veut parler de la conjugaison de trois problèmes : le chômage croissant qui touche les secteurs les plus pauvres et qui pourrait dégénérer en une marginalisation dangereuse; la délinquance urbaine qui présente des taux très élevés, menaçant les droits fondamentaux des individus, comme la vie et l'intégrité physique, et enfin la sécurité, qui présente de sérieuses lacunes et est assurée de façon si inégale qu'elle constitue un sujet de préoccupation. Des sociétés privées de sécurité se développent au détriment des forces de sécurité de l'Etat. L'action de la puissance publique s'affaiblit tandis que l'offre privée prospère mais au bénéfice exclusif des grandes sociétés et des quartiers les plus résidentiels.

61. Dans ce contexte politique et socio-économique, décrit dans les grandes lignes, le Rapporteur spécial a organisé cette visite en fonction des divers aspects de son mandat.

62. La position des autorités sud-africaines actuelles au sujet des activités mercenaires est ferme : elles les condamnent et ont pris des mesures pour interdire que le territoire sud-africain serve à ce genre d'activité ou que des nationaux sud-africains s'y livrent. Il ne fait aucun doute pour le Rapporteur spécial que le Gouvernement sud-africain actuel a non seulement libéré l'Etat des activités et des opérations qui employaient des mercenaires mais qu'en outre il ne les autorise dans aucun secteur de la société. L'article 198 de la nouvelle Constitution, adoptée en 1996, dispose :

"Les principes ci-après régissent la sécurité nationale sur le territoire de la République :

a) La sécurité nationale doit traduire la volonté des Sud-Africains, en tant qu'individus et en tant que nation, de vivre dans l'égalité, la paix et l'harmonie, à l'abri de la peur et du besoin, et de chercher à améliorer leurs conditions de vie.

b) La volonté de vivre dans la paix et dans l'harmonie empêche tout citoyen sud-africain de participer à un conflit armé, à l'intérieur des frontières ou au plan international, sauf dans les conditions prévues par la Constitution ou la législation nationale.

c) La sécurité nationale doit être assurée conformément à la loi, ainsi qu'aux dispositions du droit international.

d) La sécurité nationale est soumise à l'autorité du Parlement et du pouvoir exécutif."

63. Nonobstant ce qui précède, il est de fait que des anciens mercenaires de nationalité sud-africaine et d'autres nationalités, qui étaient enrôlés dans des bataillons spécialisés, comme les bataillons 31 et 32 qui avaient combattu en Angola, se sont retrouvés sans emploi quand la démocratie a été instaurée. Toutefois, nul n'ignore que certaines organisations racistes d'extrême droite ont mis en place dans un premier temps des escadrons paramilitaires où quelques mercenaires ont trouvé à s'employer. Le Rapporteur spécial n'a pas la preuve que ces escadrons existent encore ou qu'ils aient eu une activité importante en 1996. En revanche, il a reçu des renseignements de personnes qui s'inquiétaient de la multiplication des sociétés privées de sécurité, où des professionnels de l'utilisation de la violence répressive et des mercenaires ont retrouvé une place. Dans la grande majorité il s'agit de sociétés de services implantées en Afrique du Sud, qui sont assujetties à la législation générale réglementant les services mais, étant donné la nature de leurs services et leur composition, il conviendrait de mieux délimiter leur champ d'action et de réglementer avec précision les conditions à remplir pour être embauché dans ces sociétés et les opérations confiées à leur personnel.

64. D'après ce que le Rapporteur spécial a pu en juger, le plus grand sujet de préoccupation était les sociétés privées qui offrent des services de conseils et d'instruction militaire et des services de sécurité sur le marché international. Comme on l'a vu, le Rapporteur spécial s'est entretenu de cette question avec des autorités politiques, militaires et judiciaires de l'Etat sud-africain ainsi qu'avec les plus hauts responsables de la société Executive Outcomes, l'entreprise qui a prospéré le plus rapidement dans ce domaine et

qui, d'une certaine manière, rivalise avec les pouvoirs publics dans une fonction traditionnellement réservée à l'Etat : la sécurité, entendue non seulement au sens de la fonction de police, mais aussi de la sécurité nationale, qui se rapporte à l'organisation des forces armées, au maintien de l'ordre public, à l'exercice souverain de l'autorité de l'Etat et à l'intégrité du territoire national.

65. Eu égard à son importance et à ses conséquences, le Rapporteur a consacré une section particulière à cette question (section C du chapitre III). Il a constaté que les autorités sud-africaines se montraient préoccupées par ce genre de sociétés qui peuvent en effet lui créer des problèmes et parce qu'elles sont soupçonnées d'utiliser, en recourant à des moyens légaux, le territoire sud-africain pour envoyer des mercenaires dans d'autres pays. De l'avis de certaines des autorités avec lesquelles le Rapporteur spécial s'est entretenu, l'implantation et l'enregistrement en Afrique du Sud de sociétés qui offrent des services de sécurité au niveau international n'ont rien à voir avec des positions ni des intérêts sud-africains et elles condamnent au contraire un état de fait qui peut être jugé de l'extérieur comme un interventionnisme sud-africain. Parallèlement, les autorités rencontrées pensent que cette demande peut tenir au fait que quelques pays souffrent d'une situation d'instabilité et d'une sécurité gravement déficiente, raison pour laquelle ils recourent aux services spécialisés offerts par des entreprises privées. Comme sociétés de sécurité enregistrées en Afrique du Sud, les interlocuteurs du Rapporteur spécial ont cité Combat Force, Investment Surveys, Honey Badger Arms and Ammunition, Shield Security, Kas Enterprises et Longreach Security notamment. La dernière aurait prêté des services d'assistance en renseignement militaire aux Seychelles en 1986.

66. L'existence de ce genre de sociétés est-elle légale ? Les autorités rencontrées se sont toutes accordées à dire qu'en principe ces sociétés peuvent opérer normalement, compte tenu des lacunes et des imprécisions sérieuses dont souffre la réglementation nationale aussi bien qu'internationale. Mais ces mêmes autorités n'ont pas laissé de craindre que si elles se développent les sociétés de ce genre pourraient faire peser une véritable menace, en raison du domaine dans lequel elles opèrent, parce qu'elles disposent d'hommes hautement spécialisés et d'armes très perfectionnées, qu'elles sont en possession de renseignements considérés comme stratégiques, qu'elles travaillent non seulement avec des gouvernements légitimes mais aussi avec des mouvements armés d'opposition, qu'elles interfèrent dans l'économie des pays auxquels elles prêtent assistance et enfin parce qu'elles se livrent entre elles une concurrence violente et déstabilisatrice. Les dirigeants de la société Executive Outcomes, dont le point de vue est également rapporté plus haut, ne partagent pas l'avis du gouvernement et on note une tension entre cette société et les autorités. Les propos tenus par son président au Rapporteur spécial, la documentation qu'il lui a remise et le récit de ses activités dans les pays avec lesquels il a passé contrat pour des services spécialisés donnent une vision différente des choses, selon laquelle les sciences militaires sont susceptibles d'échapper au domaine de compétence de l'Etat pour trouver leur place dans le secteur privé, à titre d'offre qualifiée de services professionnels, sur un marché libre et mondialisé.

67. De ce point de vue, affirment les dirigeants de la société, la création de celle-ci est parfaitement légale, de même que la création de la société holding, la Strategic Resource Corporation. Les services qu'elle offre et qui, selon la société, n'ont jamais été plus loin que les services de conseil, d'entraînement et de formation du personnel national et que la protection des installations dans le cas des contrats avec des entreprises minières ou pétrolières, sont également légaux. La participation à des opérations militaires est niée avec force et la seule chose qui est reconnue est des cas très isolés d'utilisation des armes en situation de légitime défense. Les dirigeants d'Executive Outcomes rejettent énergiquement l'épithète de mercenaires et il est connu qu'ils consacrent du temps et des ressources à une campagne visant à donner de leur société une image très éloignée de la réputation de mercenaires, qui jette sur elle un certain discrédit. En tout état de cause, la longue liste des pays qui, d'après les dirigeants de la société, emploient ses services, donne à penser qu'elle est efficace, ce qui ne signifie pas qu'elle ait réussi pour autant à dissiper les réserves quant à ses activités, qualifiées de mercenaires, que quelques gouvernements, certaines organisations de défense des droits de l'homme et la presse internationale formulent à son sujet.

68. La gêne qu'éprouvent les autorités sud-africaines au sujet des sociétés de services de sécurité internationale, même si l'Afrique du Sud n'est pas le seul pays où de telles sociétés sont implantées, a donné lieu à l'élaboration d'un projet de loi, actuellement en lecture, visant à définir plus précisément les limites des opérations, les conditions à remplir pour la création et l'enregistrement de ces sociétés ainsi que les caractéristiques qu'elles doivent avoir pour pouvoir être déclarées légalement constituées en Afrique du Sud. Etant donné les vides juridiques actuels et vu qu'il s'agit de sociétés d'une certaine manière d'un modèle nouveau, dont on ne connaît pas encore les ramifications et l'évolution future, le Rapporteur spécial partage la préoccupation des autorités sud-africaines. Toutefois, au-delà de ce souci, il émet l'idée qu'il faut également effectuer des études plus approfondies sur la question afin d'assurer avant tout la sauvegarde des droits fondamentaux et du droit à l'autodétermination des peuples, ainsi que de veiller à ce que les Etats s'acquittent des obligations et des responsabilités qu'ils ont dans ce domaine, tout en acceptant la collaboration à cette fin de la société civile et des organisations universitaires, humanitaires ou professionnelles, de façon à réfléchir aux modifications à apporter à la législation nationale et aux instruments internationaux autorisant ces sociétés, agissant en toute liberté mais dans un cadre strictement réglementé.

### III. ACTIVITES MERCENAIRES

#### A. Situation actuelle

69. Pendant les années 80 et depuis le début des années 90, des conflits armés ont éclaté qui ont porté atteinte à la vie et à la sécurité des individus ainsi qu'au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans quelques cas, la participation de personnes n'ayant la nationalité d'aucune des parties au conflit et dont l'activité présentait les caractéristiques des mercenaires décrites à l'article 47 du Protocole additionnel I (1977) aux Conventions de Genève de 1949.



70. Pour vérifier les plaintes faisant état de la présence de mercenaires dans des conflits armés, le Rapporteur spécial avait décidé d'étudier de façon plus approfondie la diversité des modalités et des formes sous lesquelles peut se présenter une activité mercenaire. Dans ce contexte, la gravité de certaines plaintes l'a obligé à aller sur place constater diverses situations. Comme il l'a indiqué dans les rapports qu'il a présentés à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme, la majorité des plaintes reçues ont été vérifiées. Les renseignements recueillis auprès des autorités, des familles de victimes et d'organisations non gouvernementales ainsi que les enquêtes réalisées par des institutions spécialisées et par des journalistes, la consultation de dossiers judiciaires et l'examen des faits attestant l'existence de certaines organisations qui recrutent ouvertement et publiquement des soldats de fortune, ont permis d'établir que les conflits armés pouvaient se dérouler dans des régions aussi diverses que l'Afrique australe, l'Amérique centrale ou l'ex-Yougoslavie mais avaient en commun la participation de mercenaires impliqués presque toujours dans les opérations les plus meurtrières.

71. L'expérience qu'il a acquise permet au Rapporteur spécial d'affirmer que les conflits armés, le terrorisme, le trafic d'armes, les opérations occultes liées aux intérêts d'une troisième puissance qui intervient pour atteindre une ou plusieurs parties à un conflit armé, ou encore la violence associée à des idéologies extrémistes et intolérantes, sont autant de facteurs qui favorisent ou créent un marché pour les mercenaires, c'est-à-dire pour des professionnels étrangers dont les services "spécialisés" sont recherchés parce qu'ils ont fait la preuve de leur efficacité dans la violence destructrice et meurtrière.

72. Le Rapporteur spécial renvoie à tous les rapports qu'il a présentés depuis 1988 à la Commission des droits de l'homme, et qui contiennent abondance de documents, qui n'ont jamais été démentis ou contredits, apportant la preuve de la participation, dans bien des cas ouverte ou même rendue publique, de mercenaires dont les activités ont porté atteinte au droit à l'autodétermination des peuples et au respect des droits fondamentaux. Au-delà des résistances officielles ou des secteurs qui ont intérêt à nier ou à minimiser l'ampleur du phénomène et les responsabilités dans le recours aux mercenaires, il est de fait qu'il est recouru aux mercenaires avec un pragmatisme inacceptable du point de vue moral et juridique étant donné que la valeur et l'importance du mercenaire lui viennent de sa qualité de professionnel de la guerre et de la violence. Ainsi, malgré les condamnations réitérées dans les résolutions de divers organes des Nations Unies, des gouvernements frappés d'illégitimité dans leur accession au pouvoir, des groupes insurrectionnels et des puissances qui cherchent à s'ingérer dans les affaires d'autres Etats par des opérations déguisées, ont une responsabilité dans l'existence d'activités mercenaires, qui ont des incidences très graves pour les peuples contre lesquels elles sont dirigées.

73. Si l'on a recours à des mercenaires pour des opérations délictueuses, c'est parce que les avantages sont multiples : les mercenaires ont suivi un entraînement militaire qui en fait des professionnels et ont déjà une certaine activité criminelle; le commanditaire est anonyme et peut donc agir sans avoir à assumer directement les conséquences; engager des mercenaires revient moins cher et permet de ne pas faire courir de risques au personnel militaire, etc. Le fait est que certains individus sont tout à fait prêts à devenir des

mercenaires et, s'ils passent à l'acte, c'est parce qu'ils sont payés pour mener des opérations illicites dans un pays dont ils ne sont pas ressortissants, leur unique motivation étant l'appât du gain.

74. Même si les activités mercenaires ont changé de nature ces dernières années et revêtent des caractéristiques singulières, exposées à la section C du présent chapitre, deux facteurs concourent généralement à l'apparition de mercenaires. Il faut qu'il existe d'une part une organisation, un Etat ou une partie à un conflit qui, pour mener à bien des activités interdites par la loi et incompatibles avec l'obligation internationale de non-ingérence, font appel à des mercenaires pour atteindre leurs objectifs; il faut d'autre part qu'il y ait des organismes recruteurs et que des individus soient prêts, pourvu qu'ils soient bien payés, à devenir mercenaires, en ayant conscience qu'ils vont commettre des actes interdits par les lois nationales et les traités internationaux visant à protéger les droits fondamentaux, la souveraineté des Etats et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le mercenariat est donc toujours une association criminelle entre recruteurs et recrutés.

75. Le Rapporteur spécial a signalé dans ses rapports précédents une tendance chez ceux qui participent à cette association illicite à nier l'existence même de l'association et, en tout cas, à nier qu'elle vise la réalisation d'activités mercenaires. Elles vont même jusqu'à invoquer des lacunes ou des ambiguïtés dans les textes législatifs pour échapper à l'épithète de mercenaires. Il est parfois recouru à des astuces juridiques pour masquer la nature véritable de la tâche à remplir ou pour faire passer le mercenaire pour un national du pays où se déroule le conflit armé. Tous ces aspects doivent être connus et les situations dans lesquelles on présume qu'il y a participation occulte d'un mercenaire doivent être étudiées avec attention. Lorsque des accusations sont formulées et qu'il y a lieu de croire que des actes ont été commis par des mercenaires, il faut, dans le cadre de l'enquête visant à établir l'identité et la nationalité de l'individu en cause fouiller le passé des intéressés et étudier tous les faits, écarter l'alibi du bénévolat altruiste, recueillir des renseignements sur les formes de recrutement et d'entraînement pour soldats de fortune, suivre la piste des opérations de couverture, obtenir des renseignements dignes de foi sur tout ce qui concerne la solde et les autres avantages convenus entre les parties, déceler l'emploi simultané d'autres nationalités et d'autres passeports; enfin, dans les cas d'un étranger participant à un conflit armé qui a obtenu la nationalité, établir à quelle date, dans quelles conditions et pour quelles raisons il a obtenu la nouvelle nationalité, afin de déterminer si celle-ci a été acquise de bonne foi et légitimement.

76. En résumé, il y a toujours des indices et des pistes à suivre pour démasquer les individus que l'on a de bonnes raisons de soupçonner d'être des mercenaires. L'ampleur et la diversité des activités auxquelles des mercenaires participent obligent à s'interroger sur la question de la nationalité, considérée à ce jour comme le critère qui distingue et qui permet de qualifier de mercenaire un acte attentatoire aux droits de l'homme et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En effet, une puissance étrangère peut recourir aux nationaux du pays qu'elle entend agresser pour lui causer un préjudice grave. Dans une telle hypothèse et même s'il y a recrutement et rémunération, en l'état actuel des normes internationales, il ne serait pas possible de qualifier l'activité en question de mercenaire. Il faudrait la

poursuivre en tant que délit de droit commun conformément à la législation pénale du pays lésé. Néanmoins, s'il est vrai que les instruments internationaux en vigueur sont excessivement rigides et insuffisants, présentent des lacunes ou sont trop difficiles à interpréter et à appliquer pour permettre de qualifier un acte de mercenaire, il ne serait pas légitime d'invoquer les textes en vigueur pour justifier un acte ou une conduite de ce type.

77. Tout en reconnaissant la nécessité de clarifier, préciser et compléter les normes du droit international coutumier et conventionnel relatives aux activités mercenaires, il convient de poser comme principe que ces normes doivent en substance condamner l'activité mercenaire en tant que service criminel rémunéré qui vise à porter atteinte à l'exercice des droits de l'homme, à la souveraineté des Etats et au droit des peuples à l'autodétermination; il faut établir une jurisprudence internationale qui condamne l'ingérence d'un Etat, et à plus forte raison d'organisations privées dans les affaires intérieures d'un autre Etat et dans la vie de ses citoyens, en retenant comme circonstance aggravante l'emploi à cette fin de nationaux du pays qui est la cible de l'agression. Ces derniers ne sont pas, à strictement parler, des mercenaires, mais il est indéniable que le commanditaire les utilise comme tels.

78. Le Rapporteur spécial est d'avis que des activités illicites où la qualité de national d'un individu aurait été utilisée pour masquer la nature mercenaire d'un acte par la puissance qui recrute, entraîne et rémunère un individu agissant dans l'illégalité au préjudice d'un autre pays, doit faire l'objet d'une étude et d'un débat, en vue de revoir les dispositions internationales en la matière. Etant donné que l'Assemblée générale a, de même que d'autres organes de l'ONU comme le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme, condamné à plusieurs reprises les activités mercenaires, que les Etats Membres en ont fait autant et que certains pays ont adopté des dispositions pénales réprimant le mercenariat, on peut postuler, en l'absence de dispositions ou en présence de dispositions lacunaires, l'existence d'un droit international coutumier qui condamne et interdit ce type d'activité, du seul fait de leur nature et non pas du fait de la différence de nationalité.

79. Il faut ajouter que la persistance du mercenariat, l'ampleur et la diversité des activités mercenaires, les subterfuges et les ruses utilisés par les services de renseignement, le recrutement de mercenaires pour des actes de terrorisme ou l'emploi par des Etats tiers de nationaux d'un pays en vue de porter atteinte aux intérêts de ce pays, ce qui revient à faire de ces nationaux des mercenaires, indiquent que la communauté internationale et les peuples du monde ne sont pas efficacement protégés contre le mercenariat sous toutes ses formes. Il y a lieu par conséquent de réexaminer les textes en vigueur et de déterminer quels critères offriraient la meilleure garantie de défense des droits de l'homme, de la souveraineté des Etats et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

B. Législation internationale et évolution  
des activités mercenaires

80. En présence de situations préjudiciables à l'exercice des droits de l'homme et du droit à l'autodétermination, dans lesquelles interviennent des éléments tels que un comportement criminel, la rémunération, l'engagement dans un conflit armé ou la participation à un attentat terroriste pour le compte d'un tiers, l'Etat touché et la communauté internationale tout entière doivent impérativement se demander si des mercenaires ne seraient pas en cause, indépendamment de la question de la nationalité. S'il en est ainsi, l'acte doit être qualifié acte illicite passible de poursuites.

81. Dans le même ordre d'idées, il convient de revenir sur des questions restées sans réponse définitive à ce jour et qui appellent une prise de position de la part des organes compétents de l'ONU; ainsi, quelle est la situation de l'étranger qui entre dans un pays et y prend la nationalité pour dissimuler sa condition de mercenaire au service d'un Etat tiers ou de l'autre partie au conflit ? Quelle est la situation d'un national non résident, rémunéré par un Etat tiers afin de mener à bien des activités illicites contre son propre pays d'origine ? Quelle est la situation d'un individu qui a deux nationalités, dont celle de l'Etat contre lequel il travaille, étant à la solde de l'Etat dont il a l'autre nationalité ou à la solde d'un tiers ? Enfin, quelles sont les limites de l'application du droit du sang en cas de conflit armé, quand il est invoqué par des individus envoyés moyennant rétribution combattre dans un conflit armé interne ou international qui déchire le pays de leurs ancêtres ? Toutes ces interrogations n'ont rien de spécieux ni de théorique. Les rapports précédents du Rapporteur spécial rendent compte de cas précis de situations telles que celles qui viennent d'être exposées et, alors que tout portait à croire qu'il y avait participation de mercenaires, les insuffisances et les lacunes juridiques empêchaient de qualifier dûment les actes et leurs auteurs.

82. Dans ce contexte, il faut regretter que soit restée sans effet à ce jour, faute de ressources financières, la recommandation réitérée de l'Assemblée générale qui souhaitait l'organisation d'une réunion d'experts chargés d'examiner en détail la question de l'utilisation de mercenaires et de faire des propositions tendant à préciser davantage la situation juridique, en vue de prévenir et de réprimer les activités mercenaires. Plus on tarde à fixer des critères permettant d'opposer un front uni et ferme aux activités des mercenaires, plus on favorise, objectivement, les agissements de ces derniers, malgré des mesures isolées prises par certains Etats. On en arrive ainsi à un risque de contradictions entre un discours officiel qui condamne le mercenariat et l'acceptation dans la pratique de certaines offres de services efficaces confiés à des individus ou à des groupes d'individus et à des sociétés ayant un passé de mercenaires et dont les activités actuelles suscitent de forts soupçons et une grande méfiance.

83. Même si des secteurs influents présents dans les organes du pouvoir d'Etats importants s'évertuent à nier ou à minimiser leur existence dans la société contemporaine, les mercenaires constituent un facteur de trouble pour la paix et pour l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples et dont il ne faut pas ignorer la résurgence ou la transformation sous des formes ayant une apparence légale. Ayant suivi pendant dix ans des conflits et des

situations où la présence de mercenaires était confirmée, le Rapporteur spécial se doit de réitérer son point de vue devant la Commission des droits de l'homme et d'affirmer que quelles que soient les modalités du recrutement ou les formes qu'elles prennent pour présenter une façade de légitimité supposée, les activités mercenaires constituent un danger pour le droit à l'autodétermination des peuples et un obstacle à l'exercice des droits fondamentaux des populations qui en sont victimes.

84. Pour analyser les facteurs qui contribuent à la réplique du phénomène, il faut étudier les problèmes dus aux lacunes dans la législation et la souplesse nécessaire pour qualifier l'auteur de l'acte. Ainsi, la persistance, l'ampleur et la diversité des formes prises par leurs activités et les réseaux de complicités occultes montrent que les Etats, et particulièrement les plus petits et les plus faibles, ne sont pas suffisamment protégés contre le mercenariat sous toutes ses formes. En effet, les instruments juridiques internationaux qui servent de base à l'étude de la question des mercenaires laissent à désirer car ils souffrent de lacunes, d'imprécisions, de déficiences techniques et reflètent en outre des notions périmées, toutes choses qui permettent des interprétations excessivement larges, évitant de considérer comme des mercenaires des individus qui ne sont en réalité rien d'autre que des agents mercenaires.

85. L'article 47 du Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949 (Protocole additionnel I) est avant tout la seule norme internationale d'application universelle en vigueur actuellement qui contienne une définition du mercenaire; d'une part il sanctionne le mercenaire en lui refusant le droit au statut de combattant ou de prisonnier de guerre, et d'autre part - au paragraphe 2 - il développe la définition. Il faut souligner en premier lieu que, du fait de l'instrument dans lequel il se trouve et de sa teneur, l'article 47 du Protocole I ne régit pas la question du mercenariat mais se limite, sous l'angle du droit international humanitaire, à prévoir l'éventualité de la présence de mercenaires et la situation juridique du mercenaire dans un conflit armé. Il est donc logique que l'éventualité ne soit pas développée juridiquement, ce qui explique les lacunes déjà soulignées.

86. De surcroît, la définition du mercenaire donnée à l'article 47 énonce les éléments qui doivent être simultanément réunis pour qu'un individu puisse être qualifié de mercenaire. Or, étant donné la diversité et la complexité des conflits armés de ces trente dernières années, le recours à cet instrument n'a pas toujours permis de qualifier comme il convenait les activités mercenaires. L'observation que le Rapporteur spécial avait faite dans l'un de ses premiers rapports (E/CN.4/1988/14, par. 43) s'est confirmée : "Pour bien comprendre et appliquer l'article 47 du Protocole additionnel I, il importe de souligner qu'il ne suffit pas de répondre à l'un des critères énoncés aux alinéas a) à f) pour être considéré comme un mercenaire. Ces critères doivent être en effet cumulés. C'est là un des aspects de l'article 47 qui ont soulevé le plus d'objections, d'aucuns ayant fait remarquer que, dans la pratique, il est très difficile de prouver que tous ces critères sont réunis, ce qui offre à un mercenaire la possibilité d'échapper à la définition tandis que la partie lésée se voit privée de son droit légitime de faire châtier le coupable et d'obtenir réparation."

87. Cette lacune juridique n'est pas non plus comblée par les législations nationales. D'après les renseignements fournis directement par les gouvernements des pays, la plupart ne disposent pas d'une législation qualifiant pénalement le mercenariat. Quant à la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, bien qu'il se soit écoulé sept années depuis son adoption par l'Assemblée générale, elle n'est toujours pas en vigueur puisque 11 pays seulement l'ont ratifiée ou signée. Par ailleurs, indépendamment de l'ensemble de ses dispositions, qui contiennent des mesures pouvant contribuer à avancer sur la voie de l'élimination de cette activité condamnable, il faut noter que l'article premier reprend quasiment mot pour mot en son paragraphe 1 la définition du mercenaire donnée à l'article 47 du Protocole additionnel I. Les dispositions du deuxième paragraphe visent la violence mercenaire exercée contre l'ordre constitutionnel ou l'intégrité territoriale d'un Etat. Par conséquent, la définition n'est pas meilleure et la notion de mercenaire n'est ni mieux cernée ni plus simple, alors que c'est ce qu'il faudrait pour intervenir plus rapidement et plus directement contre les activités des mercenaires.

88. Dans ce contexte lacunaire et limité, l'Afrique est mieux protégée du point de vue juridique grâce à la Convention sur l'élimination du mercenariat en Afrique adoptée par l'Organisation de l'unité africaine à Libreville en 1977 et entrée en vigueur en 1985. Toutefois, une meilleure protection juridique ne signifie pas une garantie totale contre toutes les modalités, formes et évolutions que peut présenter aujourd'hui l'activité mercenaire. Si l'instrument de l'OUA est plus complet que l'article 47 du Protocole additionnel I, la définition du mercenaire qui y est donnée n'est pas très éloignée de celle de l'article 47 et est susceptible d'interprétations diverses, voire parfois contradictoires, dans le cas où ce sont les Etats eux-mêmes qui, sur l'initiative de leur gouvernement, passent contrat avec des sociétés privées pour obtenir des services relevant de l'ordre public et de la sécurité. Ce phénomène récent, présent dans quelques Etats d'Afrique, sera analysé dans les paragraphes qui suivent. En tout état de cause, la Convention de l'OUA a un caractère régional et seuls les Etats africains qui l'ont ratifiée ou qui y ont adhéré peuvent être tenus de l'observer et elle est applicable sur le territoire des Etats parties à toutes les personnes morales ou physiques visées dans ses dispositions.

89. Nous sommes donc dans une situation de vide juridique, d'insuffisance normative et d'ambiguïté dans l'interprétation des règles en vigueur. Se trouvent ainsi favorisés les cas où la présence ou le recrutement de mercenaires, sans la moindre référence à leur statut, peut avoir une apparence de légalité. Il faut rappeler à ce sujet l'existence d'organisations ayant pignon sur rue, qui offrent librement des contrats à des individus qui acceptent de travailler comme mercenaires, sans que le recrutement, la publicité et la signature des contrats tombent sous le coup de la loi et soient par conséquent passibles de poursuites.

90. Certaines de ces organisations sont de création assez ancienne; elles ont des publications dans lesquelles elles font la promotion du mercenariat et de la publicité pour le mercenariat et ont participé à des conflits armés par l'intermédiaire des effectifs qu'elles avaient recrutés. Des organisations internationales et régionales qui oeuvrent pour la paix, la sécurité et le

respect des droits de l'homme doivent être très vigilantes et surveiller systématiquement ces organisations et leurs activités. Cela permettrait d'être mieux en mesure de réglementer, aux plans international et national, les activités menées sur le marché qui sont liées au recrutement d'individus pour des services dont il y a lieu de soupçonner qu'ils entrent dans le cadre d'un trafic visant à porter un préjudice criminel sur le territoire d'un pays autre que celui où le contrat a été passé par des actes qui porteraient atteinte à la souveraineté d'un Etat tiers ou à la vie des individus, à l'économie et au droit à l'autodétermination de son peuple. On ne peut manquer de signaler à ce sujet que des actes illicites ayant des conséquences graves au plan international, comme le trafic de drogue, le terrorisme et le trafic d'armes, sont très souvent rattachés à l'activité de mercenaires recrutés tout spécialement à de telles fins.

91. Le Rapporteur spécial est fermement convaincu que les instruments juridiques internationaux applicables à la question des mercenaires sont insuffisants. L'article 47 du Protocole additionnel I (1977) aux Conventions de Genève de 1949 est difficile à appliquer en raison des nombreuses formes que revêtent les activités mercenaires; la législation interne de nombreux pays ne prévoit pas cette qualification pénale et la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires n'est toujours pas en vigueur.

C. Remarques concernant une forme nouvelle de mercenariat

92. Une attention particulière doit précisément être accordée aux entreprises nouvelles, qui opèrent dans plusieurs pays et dont l'existence est légale au regard de la législation nationale et du droit international en la matière puisqu'elles profitent des vides juridiques et des brèches qui permettent d'éviter que leurs activités ne soient considérées comme mercenaires au sens strict. Néanmoins, les plaintes des milieux internationaux dénonçant leurs opérations, la préoccupation et l'inquiétude de certains gouvernements ainsi que le développement même de ces sociétés, qui représentent une formule nouvelle pour assurer la sécurité dans les pays dont les gouvernements sont aux prises avec des conflits internes difficiles à gérer, obligent à engager une réflexion sur la question.

93. Le mercenariat a été l'un des plus graves fléaux que les peuples africains ont eu à subir dans leur lutte courageuse contre le colonialisme et le néocolonialisme et pour leur droit à l'autodétermination et leur droit d'avoir des gouvernements stables, efficaces et démocratiques. Quels bouleversements peuvent expliquer que des mercenaires constituent désormais la majeure partie du personnel d'une compagnie privée qui passe avec des gouvernements africains des contrats de services pour le maintien de l'ordre public, voire pour le règlement de conflits armés internes ? S'ils existent, ces contrats sont l'effet d'une décision souveraine des Etats qui les signent, mais la responsabilité du maintien de l'ordre et de la sécurité publics d'un pays au moyen de la police et de l'armée nationales n'est-elle pas une obligation inaliénable des Etats ? S'ils s'en déchargent sur des sociétés étrangères enregistrées dans des pays tiers, qui recourent, pour assurer les services de sécurité qu'elles vendent, à des étrangers - mercenaires présumés -, n'est-ce pas là une grave atteinte à leur propre souveraineté ? Qui est responsable des excès dans la répression que ces sociétés peuvent

commettre au détriment de la population civile et en particulier de représentants de forces politiques d'opposition ? Qui est responsable des violations du droit international humanitaire et des droits fondamentaux qu'elles peuvent commettre ? Si les soupçons qui pèsent sur la nature de ces sociétés se confirment, c'est-à-dire s'il est établi qu'elles prêtent des services de sécurité contre de l'argent et des participations à l'exploitation de ressources naturelles, est-il licite que la communauté internationale tolère l'existence d'un marché libre de services de sécurité qui peut avoir pour effet de favoriser l'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat de forces paramilitaires comprenant des mercenaires ? Quelles conséquences peut avoir sur l'exercice effectif des droits de l'homme dans un pays le fait que le maintien de l'ordre et le contrôle de l'exercice des libertés civiles soient confiés à une société privée internationale de sécurité ? La communauté internationale serait-elle disposée à accepter que le recrutement de mercenaires ne soit tenu pour illégal que dans des cas très limités ? Quand et dans quels cas devrait-on tenir pour légaux et légitimes le recrutement, le financement ou l'utilisation de mercenaires ?

94. Le Rapporteur spécial se doit de signaler qu'il se produit actuellement un changement dans la façon d'appréhender la question de l'utilisation des mercenaires qui, il convient de le rappeler, a été condamnée énergiquement à plusieurs reprises par l'Organisation des Nations Unies. En tout état de cause, le Rapporteur spécial a décrit des situations et posé des questions sur lesquelles il faudra faire toute la lumière, en ayant une connaissance plus approfondie des faits et des données concrètes et en procédant à une analyse systématique qui permette de dégager des propositions en vue de l'adoption de critères politiques, juridiques et opérationnels concernant les nouvelles formes que prennent les activités des mercenaires.

95. Ce modèle nouveau, dont l'exemple type est la société Executive Outcomes (PTY) Ltd., que le Rapporteur spécial a connue lors de sa mission en Afrique du Sud en octobre 1996, consiste à offrir sur le marché international des services spécialisés d'instruction militaire, de protection et de sécurité interne en échange de fortes sommes et de parts dans l'exploitation des ressources naturelles du pays bénéficiaire des services. Par ailleurs, des compagnies étrangères qui investissent dans des pays riches en ressources naturelles exigeraient que la sécurité des zones où leurs investissements sont concentrés soit assurée par des hommes recrutés, formés et mis à leur disposition par des sociétés prestataires de services de sécurité au plan international. Généralement, ces sociétés remplissent leurs contrats en recrutant du personnel étranger ayant une expérience militaire et policière et ayant dans certains cas participé à des activités mercenaires. Bien évidemment ce phénomène a suscité une certaine préoccupation et la méfiance chez plus d'un vu que les services offerts sont essentiellement des services de sécurité secteur qui, dans les Etats modernes imprégnés des principes du libéralisme du XVIIIe et du XIXe siècle, est du ressort exclusif de l'Etat, dont il est une expression de la souveraineté.

96. On a dénombré jusqu'à 34 pays qui figurent sur la liste des clients potentiels de la Strategic Resource Corporation et de sa filiale, Executive Outcomes. La société Executive Outcomes a été créée en 1989 à Pretoria par d'anciens membres des unités spéciales des Forces de défense sud-africaines qui ont l'expérience des opérations répressives du régime d'apartheid.



Selon ses dirigeants, Executive Outcomes intervient en exécution de contrats légalement signés, elle fournit des services de conseil et d'instruction militaire à l'armée du Président angolais Dos Santos et s'est retirée de ce pays en janvier 1996. Elle a également assuré la sécurité de sociétés minières et pétrolières. Ultérieurement elle est intervenue en Sierra Leone à la demande du précédent gouvernement qui voulait des services de conseil dans les domaines militaire et policier.

97. La société privée Executive Outcomes, légalement constituée, sert-elle de couverture à des activités mercenaires d'un mode nouveau, qui se sont modernisées en revêtant une nouvelle forme juridique sans pour autant cesser d'être en substance des activités mercenaires ? La réponse à cette question est complexe et doit faire l'objet d'une étude qui dépasse le cadre du présent rapport. En tout état de cause, il convient de définir quelques questions que la Commission des droits de l'homme pourrait examiner afin de déterminer les bases d'un rapport spécial qui serait principalement consacré aux modèles de sociétés nouvelles illustrés par la société dont le nom vient d'être cité ainsi qu'aux conséquences que la prestation internationale de services de sécurité pourrait avoir pour la souveraineté des Etats, le droit des peuples à l'autodétermination et le respect des droits de l'homme.

98. Il faut qu'il soit bien clair d'emblée que si la société Executive Outcomes est implantée à Pretoria, où elle est légalement constituée, elle n'a aucun lien, de près ou de loin, avec l'actuel Gouvernement sud-africain. Au contraire, plusieurs autorités gouvernementales ont pris leurs distances avec cette société dont elles ont condamné les activités, comme le montre la décision de promulguer un texte de loi pour combler les lacunes qui permettent l'existence légale de ce genre de société sur le territoire sud-africain. La condamnation des autorités sud-africaines s'explique notamment par le fait que la société Executive Outcomes sélectionne et recrute en partie son personnel parmi les anciens membres des unités spéciales du régime d'apartheid, qui ont non seulement exercé une répression raciale violente mais aussi ont fait partie d'unités de mercenaires, comme les bataillons 31 et 32 intervenus dans d'autres pays d'Afrique. Elle s'explique également par d'autres facteurs complexes, par exemple la connaissance qu'une telle société pourrait avoir des services de renseignement sud-africains ou les conséquences que pourrait avoir pour les relations de l'Afrique du Sud avec le reste de l'Afrique le fait qu'une société privée de sécurité apporte une assistance hautement spécialisée, comme l'assistance militaire, à des pays en butte à des conflits armés, mais avec lesquels l'Afrique du Sud entretient des relations.

99. La société Executive Outcomes est spécialisée, selon ses propres dirigeants, dans les "services hautement spécialisés et confidentiels de conseil militaire" et dans l'offre de personnel, essentiellement militaire, hautement qualifié pour mener à bien des services d'instruction stratégique et tactique dans les pays qui ont besoin d'un appui professionnel et efficace pour avoir une maîtrise suffisante de leur réalité socio-politique, mettre fin à des conflits internes et promouvoir le développement d'activités économiques dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles et minières. Il ressort implicitement de cette description des prestations que ces services sont ainsi organisés parce qu'il y a des Etats dans lesquels la crise a atteint un point tel qu'ils ne sont plus capables, du point de vue constitutionnel et du point de vue militaire et policier, de protéger leurs

frontières ni d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité de la population. Dans ce contexte de crise, qui traduit également une certaine méfiance entre les Etats et la précarité de leurs relations, il se crée un vide, favorable précisément à l'apparition de sociétés privées prestataires de services de sécurité. Tel est le cas de la société Executive Outcomes et de sa société holding Strategic Resources Corporation, qui travaille dans plusieurs pays présentant les caractéristiques signalées; tel est aussi le cas de Keeni Mini Services, de la compagnie britannique British Defence Systems (Ltd.), de la compagnie américaine Military Professional Resource Institute et de plusieurs sociétés françaises et israéliennes.

100. La compagnie Executive Outcomes se présente comme une "entreprise de sécurité" qui offre "des conseils techniques dont le domaine de spécialisation est essentiellement militaire". Son personnel peut assurer l'instruction militaire dans des situations telles que les conflits armés de faible ampleur où il forme à la lutte contre les opérations insurrectionnelles et contre l'infiltration ennemie, au renseignement, au sabotage, à la protection de la population et du territoire. Ses domaines d'intervention sont : la formation de l'infanterie, notamment l'infanterie motorisée et les unités de parachutistes d'infanterie; l'utilisation de chars; l'artillerie et la défense d'artillerie antiaérienne; l'entraînement au génie militaire; le renseignement; la police militaire; les services d'appui médical; les communications; les forces spéciales d'intervention rapide; l'instruction du personnel de commandement et du personnel d'appui; la logistique; la force aérienne; la marine et l'appui technique.

101. Comme on l'a vu, Executive Outcomes n'est pas la seule société de cette nature dans le monde mais c'est assurément la plus importante de celles qui opèrent en Afrique; son rayon d'action s'étend toutefois à huit pays non africains, au Moyen-Orient, en Asie et en Europe de l'Est. Le risque de voir plusieurs sociétés de cette nature se faire concurrence sur le marché et s'affronter par des moyens illicites constitue un danger potentiel qu'il ne faut pas négliger. Les sociétés comme Executive Outcomes recrutent du personnel militaire hautement qualifié; dans son cas, il s'agit principalement d'anciens membres des forces de sécurité sud-africaines ainsi que de forces étrangères. D'après les renseignements recueillis, environ 700 personnes ont un emploi fixe dans cette société (militaires, policiers, médecins, pilotes, ingénieurs, techniciens, etc.) et perçoivent des salaires élevés; pour tous les grades, du général au sous-officier, les salaires peuvent être cinq fois plus élevés que les soldes perçues dans les forces armées sud-africaines par exemple et certainement dix fois plus élevés, ou même plus, que les soldes versées par les autres armées africaines.

102. Pour ce qui est des armes et de l'équipement logistique, Executive Outcomes s'approvisionne auprès d'entreprises sud-africaines et de divers pays européens. Elle dispose notamment d'avions, d'hélicoptères, d'avions équipés pour la photographie aérienne; la société Strategic Resource Corporation possède une compagnie aérienne, Ibis Air (vols charters) qui sert au transport du personnel et aux envois logistiques dans les divers pays où elle opère. Naturellement, la tendance d'Executive Outcomes est à la croissance et à l'expansion de ses opérations, ce qui la porte à s'impliquer dans les conflits armés auxquels sont parties les pays qu'elle aide, ainsi qu'à prendre part aux affaires internes dans le domaine de l'économie, de l'exploitation des

ressources et des investissements de capitaux. Bien qu'il s'agisse de la participation d'une société privée à des services militaires en soi complexes, cette société s'est efforcée de faire croire à la transparence de ses activités et de démontrer son efficacité professionnelle dans cette branche.

103. Les personnes recrutées par Executive Outcomes sont-elles des mercenaires ? La réponse n'est pas simple et directe. Aux yeux de la plupart des autorités sud-africaines consultées, des experts des droits de l'homme de ce pays et des organisations non gouvernementales internationales de défense des droits de l'homme, Executive Outcomes est une entreprise de mercenaires, qui travaille avec des mercenaires et qui accomplit des activités mercenaires. Les cadres dirigeants de la société le nient avec force, revendiquent leur statut d'"Africains" mus par le désir de travailler pour la prospérité et le développement de l'Afrique et apportant leur collaboration dans le domaine qu'ils connaissent le mieux : le domaine militaire, raison pour laquelle ils offrent des services de sécurité. Par ailleurs, ils soulignent que légalement leur société est une entreprise commerciale de sécurité dont l'inscription et le fonctionnement ne sont pas contraires à la loi nationale ni aux normes internationales. Enfin, ils font valoir qu'ils ne passent contrat qu'avec des gouvernements légitimement constitués et toujours pour accomplir des tâches tendant à renforcer l'exercice par le peuple de son droit à l'autodétermination, à asseoir la stabilité interne des pays et par conséquent à augmenter les chances de succès des politiques de développement économique.

104. La question est très complexe. De toute évidence, le cadre légal régissant les activités mercenaires n'est pas assez clair et précis. On ne saurait donc ignorer les arguments de la société Executive Outcomes qui oppose la légalité de ses activités et le Gouvernement sud-africain lui-même, préoccupé par les résistances et les plaintes dont cette société fait constamment l'objet a souligné la nécessité d'adopter une législation coercitive permettant de mettre un frein aux activités de ce genre d'entreprise et de fixer plus précisément leur champ d'action. De plus, M. Kader Asmal, Ministre sud-africain et Président de la Commission nationale de contrôle des armes, était aussi d'avis que la solution passait par un contrôle législatif et par une réglementation imposant l'aval et l'autorisation préalables du gouvernement pour entreprendre ce genre d'activités : "Je pense que le recrutement de personnel pour assurer l'instruction d'une force militaire doit être réglementé au même titre que les ventes d'armes. Si une entreprise veut vendre des services au gouvernement d'un autre pays, nous ne donnerons notre accord que sous réserve que le gouvernement en question soit véritablement légitime et qu'il soit respectueux des droits de l'homme et des droits démocratiques".

105. Cela dit, le débat engagé au sujet des sociétés comme Executive Outcomes renvoie à l'interprétation de dispositions telles que l'article 47 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève. Ce sont des mercenaires, affirment les adversaires d'Executive Outcomes, parce qu'ils réunissent tous les critères énoncés par cet article pour qu'un individu puisse être considéré comme un mercenaire : en effet, il s'agit de militaires recrutés en Afrique du Sud ou à l'étranger, pour combattre dans un conflit armé et, ajoutent-ils, c'est effectivement ce qui s'est passé en Angola et en Sierra Leone où non seulement ils ont assuré l'instruction et la formation de personnel pour les forces armées de ces pays mais ils ont pris part aux hostilités afin d'obtenir

un profit personnel et de percevoir des soldes nettement supérieures à celles qui sont versées au personnel militaire des pays qu'ils aident; ils ne sont pas ressortissants de ces pays, ils sont étrangers, et ils n'ont pas été envoyés en mission officielle en tant que membres des forces armées d'Afrique du Sud ou de tout autre pays qui n'est pas partie au conflit.

106. En vérité, ces arguments ne manquent pas de poids. Toutefois compte tenu des autres dispositions applicables à la question des mercenaires, ainsi que de la définition restrictive utilisée dans plusieurs résolutions des Nations Unies, qui associe le mercenaire à des actes de violence concertés visant à empêcher un peuple d'exercer son droit à l'autodétermination, à renverser l'ordre constitutionnel d'un Etat ou à porter atteinte à son intégrité territoriale, en ayant pour but un profit important et une rétribution matérielle, les contrats que des sociétés privées de conseil militaire, d'instruction et de sécurité signent avec des Etats et le personnel qui travaille pour elles, même s'il est à l'origine militaire et perçoit des rémunérations élevées, ne pourraient pas à strictement parler entrer dans le champ d'application juridique de cette disposition.

107. Il est évident que l'ambiguïté qui caractérise les dispositions en vigueur, les lacunes des législations nationales et l'insécurité qui règne dans de nombreux pays ainsi que la tendance nette en cette fin de siècle à privatiser tout ce qui peut l'être, ont créé les conditions favorables à l'émergence de ce nouveau type de sociétés, constituées pour vendre sur les marchés internationaux des services de sécurité à des pays clients, dont elles obtiennent des contrats portant sur des millions, une protection et une participation dans de puissantes compagnies de pétrole, de ressources minérales et de pierres précieuses; tout cela fait que ces sociétés se développent et prospèrent et renforcent leur présence dans les pays avec lesquels elles ont passé contrat. Le présent rapport ne prétend pas défendre l'idée que tout type de conseil militaire ou policier fourni par des étrangers ou par des sociétés privées étrangères est illégal et contraire à la souveraineté de l'Etat. Si l'assistance militaire est toujours une question délicate, ces services de conseil existent; bien circonscrits, ils ne sont pas contraires au droit international ni aux normes constitutionnelles des Etats. Ce que l'on veut plutôt mettre en lumière dans le présent rapport c'est qu'il existe des zones d'ombre dangereuses et qu'il faut fixer et protéger juridiquement les limites nécessaires, de façon à empêcher que ces services n'aboutissent à une participation armée active dans les conflits internes ou dans les affaires internes touchant la sécurité des citoyens, ce qui aurait des incidences sur l'exercice des droits et des libertés politiques reconnus dans les instruments internationaux de défense des droits de l'homme.

108. Eu égard à la complexité et aux implications de toute cette question, il faut éviter de formuler hâtivement des conclusions définitives. Le fait est qu'un modèle de société nouveau existe aujourd'hui, qui offre sur le marché international, libre et mondialisé, des services complets de sécurité qui étaient jusqu'alors du ressort exclusif des appareils de l'Etat. Si les Etats sont prêts à renoncer à un élément intrinsèque de la souveraineté, il faut que cela soit explicité et que les Nations Unies procèdent à une analyse poussée du phénomène : d'une part parce qu'il y aurait d'une certaine manière une

modification de la nature, de la structure et des fonctions de l'Etat et d'autre part parce que la nature des relations internationales s'en trouverait transformée.

109. Il faut continuer d'étudier, entre autres thèmes, les éventuels changements du comportement des mercenaires, tels qu'on les entendait après l'apparition et l'organisation des armées nationales car il n'est pas douteux qu'un nombre important trouvent à s'employer dans les sociétés privées prestataires de services de sécurité au plan international. Par ailleurs il faut rappeler que le maintien de l'ordre et la sécurité publique sont des obligations inaliénables des Etats dont ils s'acquittent au moyen de leur police et de leur armée. En s'en remettant à des sociétés privées enregistrées dans des pays tiers, l'Etat dont le gouvernement signe ce type de contrat entamerait sa souveraineté ou en aliénerait une partie à la société qui, de ce fait, exercerait les fonctions de police de l'Etat ou les fonctions de défense de l'intégrité territoriale ou de la population. Dans ces conditions, le titulaire de la souveraineté continuerait d'être l'Etat mais il peut être dangereux et déstabilisant que la responsabilité de l'Etat soit engagée pour les excès dans la répression dont les sociétés de sécurité peuvent se rendre coupables au détriment de la population civile, quand elles brutalisent et persécutent les représentants des forces politiques d'opposition, quand il se produit des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ou, enfin, dans toutes sortes de situation dont on ne peut pas exclure l'éventualité, dans lesquelles ces sociétés privées privilégieraient leur relation avec les sociétés multinationales d'exploitation du pétrole et des ressources minérales, les sociétés chimiques ou de toute autre nature au point de faire passer les intérêts de celles-ci avant tout le reste et d'imposer, par leurs moyens militaires, l'hégémonie de leurs filiales ou de leurs sociétés mères dans le domaine politique, économique et financier. Si une telle situation se présentait, qui sait si les pays faibles, précisément ceux qui pour des raisons institutionnelles peuvent être tentés de faire appel à ces puissantes sociétés, s'ils n'ont pas fait plus que simplement donner un premier coup décisif à leurs pouvoirs d'Etat en ouvrant la porte aux formes de néocolonialisme multinational que connaîtra le XXI<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit certainement pas de lancer inutilement des cris d'alarme mais il ne faut pas davantage méconnaître les risques d'activités dont les répercussions peuvent aller très loin.

110. Etant donné les préoccupations exposées aux paragraphes précédents, il appartient également à la Commission des droits de l'homme et à d'autres organes de l'ONU de s'interroger sur la légalité internationale d'une situation où le marché libre permet sans la moindre restriction la concurrence de sociétés prestataires de services de sécurité, le risque inhérent aux interventions dans les affaires intérieures des Etats d'agents qui, se faisant passer pour des experts, pourraient être en réalité des agents de renseignement d'Etats tiers, des mercenaires, des saboteurs et autres éléments chargés d'opérations visant à dominer, à déstructurer et à affaiblir l'Etat bénéficiaire des services. Ce sont là, il est vrai, des situations hypothétiques, mais qui peuvent résulter de l'évolution actuelle des activités mercenaires traditionnelles, en partie remplacées par les services des sociétés privées de sécurité spécialisées dans le domaine militaire. Il est impossible d'épuiser la question en un seul rapport parce qu'elle dépasse même le cadre du mandat initial du Rapporteur spécial. Toutefois, la Commission des

droits de l'homme ne doit pas ignorer cette réalité et devrait étudier la question en ayant une meilleure connaissance de tous les faits et éléments concrets et en procédant à une analyse systématique qui débouche sur des suggestions et des propositions en vue de l'adoption de critères politiques, juridiques et opérationnels concernant non seulement les activités mercenaires mais aussi les activités des sociétés de services de sécurité internationale.

111. Non seulement le mercenariat perdure mais encore il se modifie et se présente sous des formes beaucoup plus dangereuses qu'auparavant pour l'exercice des droits fondamentaux et du droit des peuples à l'autodétermination. Depuis le début de 1997, on entend dire avec insistance que le Gouvernement zaïrois aurait fait appel aux services de sociétés de sécurité qui lui auraient fourni des effectifs importants de mercenaires, principalement belges, français et serbes, lesquels assureraient l'instruction militaire des troupes zaïroises à Kisangani et à Moba.

#### IV. ETAT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES

112. Le 4 décembre 1989, l'Assemblée générale a adopté, par sa résolution 44/34, la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Aux termes de son article 19, la Convention internationale entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion. A l'heure de la rédaction du présent rapport, 11 Etats seulement avaient accompli les formalités par lesquelles ils se déclaraient liés par les dispositions de la Convention internationale : Barbade, Cameroun, Chypre, Géorgie, Italie, Maldives, Seychelles, Suriname, Togo, Turkménistan et Ukraine. Par ailleurs, 11 Etats avaient signé la Convention : Allemagne, Angola, Bélarus, Congo, Maroc, Nigéria, Pologne, Roumanie, Uruguay, Yougoslavie et Zaïre.

113. La Convention internationale confirme le caractère juridique des résolutions et déclarations des organes de l'ONU condamnant les activités des mercenaires et étend la réglementation internationale en la matière qui se réduit actuellement à l'article 47 du Protocole additionnel I (1977), aux Conventions de Genève de 1949 et à la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique (1977). Son entrée en vigueur contribuera à déterminer sans ambiguïté les situations dans lesquelles il y a une activité mercenaire, à juger et à réprimer efficacement les auteurs de ce délit, à définir clairement la juridiction compétente dans chaque cas, à faciliter les formalités d'extradition et à favoriser la coopération préventive entre les Etats.

#### V. CONCLUSIONS

114. L'activité mercenaire est une forme de violence qui a été utilisée pendant les quarante dernières années pour faire obstacle à l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour bafouer les droits de l'homme. En général, les mercenaires sont présents principalement lors de conflits armés dans lesquels ils offrent, contre rémunération, leurs services à une ou à plusieurs parties au conflit, portant par leurs actes gravement préjudice aux populations et aux territoires qui en sont victimes.

115. Il est indéniable aussi que les activités des mercenaires ne se limitent pas aux domaines qui portent atteinte au respect du principe de l'autodétermination des peuples. Sortant du cadre strict de son mandat, le Rapporteur spécial a observé un phénomène d'expansion des activités des mercenaires, ceux-ci commettant de graves délits tels qu'attentats terroristes, trafic de stupéfiants, trafic d'armes, etc., et ils sont généralement auteurs de graves violations des droits de l'homme.

116. Toutes sortes d'attentats terroristes sont perpétrés par des agents criminels hautement spécialisés, recrutés pour faire exploser des aéronefs, miner des ports, détruire des ouvrages et des complexes industriels, procéder à des assassinats et des enlèvements, etc. Bien que souvent l'agent terroriste soit issu de groupes fanatiques mus par une idéologie extrémiste, il ne faut pas oublier que le terrorisme est aussi une activité criminelle à laquelle participent des mercenaires qui, contre rémunération, ne font aucun cas des principes les plus élémentaires concernant le respect de la vie humaine, l'ordre juridique d'un pays et sa sécurité.

117. L'activité mercenaire et le comportement même du mercenaire compromettant sérieusement l'exercice des droits de l'homme, l'autodétermination des peuples, la stabilité des gouvernements constitutionnels ainsi que la paix et la sécurité internationales, l'activité mercenaire et le métier de mercenaire doivent être clairement et catégoriquement interdits. Considérer qu'il est des cas où l'activité mercenaire peut être illégale et des cas où elle peut être légale est une distinction dangereuse qui peut nuire aux relations internationales de paix et de respect entre les Etats.

118. En l'état actuel des choses, les dispositions internationales relatives aux mercenaires sont lacunaires ou insuffisantes et ambiguës, ce qui prête à des interprétations contradictoires. Cette situation, aggravée par le fait que dans la plupart des pays la législation soit silencieuse sur le mercenariat en tant que délit autonome et qu'il n'existe pas non plus d'accord d'extradition qui garantisse dans tous les cas la répression de ce délit, facilite la perpétration d'actes criminels et dans de nombreux cas l'impunité de leurs auteurs.

119. La visite qu'il a effectuée en Afrique du Sud a permis au Rapporteur spécial de constater qu'avec l'élimination du régime d'apartheid et l'instauration d'une république démocratique et multiraciale les violences répressives ont pris fin et que les unités de l'appareil de l'Etat spécialisées dans les actes de violation des droits de l'homme ont disparu. Dans ce contexte, il n'y a plus de mercenaires dont les activités étaient rattachées à la politique d'apartheid. Au contraire, le gouvernement démocratique du président Mandela a une position ferme de condamnation du mercenariat et des activités mercenaires.

120. Le pouvoir sud-africain a entrepris une révision étendue de la législation et la nouvelle Constitution démocratique, adoptée récemment, contient des dispositions sur les libertés et les droits ainsi que des garanties permettant aux citoyens de s'en prévaloir et de les défendre. Dans le cadre du processus de réforme législative et pour éliminer les vides juridiques favorisant l'organisation, le déroulement ou la complicité

d'activités liées au mercenariat, les autorités sud-africaines étudient les moyens d'interdire par la loi la présence en Afrique du Sud des mercenaires en tant qu'individus, ainsi que l'enregistrement sur le territoire d'organisations, d'associations et d'entreprises dont les buts peuvent être tels que le territoire, les ressources humaines, les biens et la légalité de l'Afrique du Sud soient abusés pour des activités qualifiées de mercenaires par les législations nationales ou les dispositions internationales, et elles cherchent aussi à réglementer l'activité des sociétés privées prestataires de services d'assistance militaire à des gouvernements étrangers.

121. Quelques événements intervenus en Afrique au cours des dernières années, que le Rapporteur spécial continue d'étudier, donnent à penser que les activités mercenaires non seulement perdurent, mais seraient en train de changer de nature. En effet, la création de sociétés spécialisées dans la vente à des Etats de services de conseil et d'entraînement militaire et de services de sécurité contre des sommes d'argent et contre des participations dans l'exploitation de mines et de sources d'énergie, principalement, peut signifier que des mercenaires sont recrutés, non seulement pour assurer des services de conseil et d'entraînement militaire dans les pays qui ont passé contrat, mais aussi pour aider les forces de l'ordre et de sécurité de l'Etat client à lutter contre les mouvements armés d'opposition, exécutant ainsi des fonctions de police. Dans les cas où cette participation directe est effective, ces sociétés finissent par prendre le contrôle de la sécurité d'un pays et ont une grande influence sur les activités de production, l'économie, les finances et le commerce. Ce type de société, qui fait internationalement commerce de la sécurité, peut avoir une présence notable, pour ne pas dire hégémonique, dans l'activité économique du pays dans lequel elle intervient. La relation particulière qu'elle noue avec le pays crée un climat propice à la corruption.

122. Si les caractéristiques des entreprises telles que celle qui a été mentionnée plus haut se confirment et si le modèle se généralise, la notion de sécurité au sens où l'entendait jusqu'ici la communauté internationale et le principe de la responsabilité qu'a chaque Etat d'assurer et de garantir, par ses forces de police, l'exercice par chacun de ses droits et libertés de citoyen seront dépassés et remplacés par une notion nouvelle. Selon celle-ci, chaque Etat serait libre d'acheter sur le marché international des services d'assistance militaire et de sécurité auprès d'organisations regroupant des personnes de toutes nationalités ayant en commun de posséder les aptitudes nécessaires - et d'en faire leur métier - pour contrôler, réprimer ou encore imposer l'ordre souhaité par le gouvernement contractant, quel que soit le coût en vies humaines, et ce contre argent et contre la cession d'une partie des ressources naturelles du pays. Certes, si une hypothèse comme celle-ci se confirme, le mercenariat ne serait plus considéré comme nécessairement illicite, illégitime ou illégal, mais la valeur de notions telles que la souveraineté des Etats et les obligations de ceux-ci en matière de respect et de garanties pour l'exercice des droits de l'homme s'en trouverait considérablement diminuée.



123. Bien qu'il se soit écoulé sept années depuis son adoption par l'Assemblée générale, la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires n'a été ratifiée que par 11 Etats. L'inapplicabilité de cet instrument favorise objectivement la poursuite de ces activités délictueuses.

#### VI. RECOMMANDATIONS

124. Les activités mercenaires sont diversifiées et sont en pleine mutation, se présentant sous des formes beaucoup plus dangereuses pour l'exercice des droits de l'homme. Il est donc souhaitable que la Commission des droits de l'homme réaffirme sa condamnation de ces activités et suggère de plus à tous les Etats d'adopter des mesures concrètes, dans le cadre de leur législation nationale, pour proscrire l'utilisation de leur territoire en vue du recrutement, de l'instruction, du regroupement, du transit, du financement et de l'utilisation de mercenaires.

125. La communauté internationale doit tenir compte des connexions qui rattachent le terrorisme et le mercenariat ainsi que du fait que les mercenaires participent à des activités criminelles de nature terroriste. Les commissions, groupes de travail et d'étude sur la prévention et la répression du terrorisme devraient faire figurer dans leurs analyses et conclusions un volet consacré au mercenariat.

126. Le front uni que la communauté internationale doit opposer aux activités mercenaires est affaibli si l'on tolère des vides et des insuffisances juridiques qui permettent de masquer des activités mercenaires et même d'accepter le recrutement et l'emploi de mercenaires, en considérant que dans certains cas il n'est pas illégal de recourir à leurs services. Il est donc recommandé d'éviter une logique aussi dangereuse et de traiter les activités mercenaires comme des actes illicites susceptibles de poursuites dans tous les cas et comme un délit persistant. Compte tenu des lacunes et des insuffisances des textes, qui permettent à des mercenaires de faire certaines activités qui pourraient être qualifiées de normales, il est recommandé à la Commission de demander aux Etats Membres de l'Organisation d'envisager d'adopter des mesures législatives interdisant l'activité mercenaire et l'utilisation du territoire national pour de tels actes illicites. De même, le Rapporteur spécial compte avancer des propositions sur la question et a besoin pour ce faire de l'appui du Haut Commissaire/Centre pour les droits de l'homme pour l'organisation des activités nécessaires.

127. Etant donné le préjudice causé du point de vue des dispositions et des textes par la non-entrée en vigueur de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, il est recommandé à la Commission des droits de l'homme de faire appel à la compréhension des Etats pour qu'ils décident de ratifier cet instrument ou d'y adhérer afin qu'il prenne effet sans délai.

128. Il est apparu - et c'est une tendance internationale nouvelle - des sociétés enregistrées légalement, dont le but est d'assurer des services de sécurité, de conseil et d'instruction militaires aux forces armées et policières de gouvernements légitimes. Quelques-unes de ces sociétés ont été accusées de recruter des mercenaires et de dépasser les tâches d'instruction

et de conseil pour : intervenir militairement dans des combats et s'occuper d'affaires politiques, économiques et financières du pays avec lequel elles ont passé contrat. Si cette tendance se confirme, la notion de sécurité et la nature des relations internationales fondées sur la souveraineté de l'Etat qui ont caractérisé le XXe siècle, ainsi que le système international de protection et de promotion des droits de l'homme s'en trouveraient bouleversés. Il est donc souhaitable que la Commission suive de près l'évolution de ces sociétés, l'évolution de la législation nationale à ce sujet et les conditions dans lesquelles certains Etats en arrivent à conclure des contrats avec elles. Il faudrait déterminer si dorénavant la sécurité et l'ordre interne d'un Etat qui a perdu la capacité de maintenir l'ordre peuvent être subordonnés à l'intervention de sociétés spécialisées qui se chargent de la sécurité.

129. La République sud-africaine a montré sa volonté d'adopter une législation pour réglementer l'activité des sociétés enregistrées sur son territoire qui sont prestataires au plan international de services de conseil et d'instruction militaires ainsi que de services de sécurité. La réglementation viserait également l'assistance militaire et la sélection du personnel sud-africain et étranger dans le pays et prévoirait des mesures permettant d'éviter que de telles sociétés ne se livrent à des activités mercenaires. Il est recommandé à la Commission et au Haut Commissaire/Centre pour les droits de l'homme de suivre avec attention l'élaboration du texte législatif cité et d'être disposés à apporter un concours au Gouvernement sud-africain, à la demande de celui-ci, ainsi qu'à tout autre gouvernement désireux de modifier sa législation dans ce domaine.

130. Tous les éléments mentionnés dans le présent rapport justifient que la Commission des droits de l'homme et le Rapporteur spécial fassent des recherches plus poussées sur les éventuelles ramifications mercenaires de la prestation internationale d'assistance militaire et de services de sécurité, en vue de faire des propositions pour une meilleure classification juridique des entreprises privées spécialisées dans la prestation internationale de ce genre de services, d'éviter la présence de mercenaires parmi leurs effectifs et de définir avec les Etats les services d'assistance technique que le Haut Commissaire/Centre pour les droits de l'homme peut apporter pour empêcher une dégradation de la situation des droits de l'homme dans les pays où ces sociétés interviennent.

-----